

Les grévistes d'EDF au gouvernement :

DIX mille travailleurs de l'EDF dans la rue à Paris. 90 % en grève. Les « avantages en nature » font partie intégrante de leur salaire, disent les syndicats CGT et CFDT. Souvent, la direction les a d'ailleurs mis en avant pour refuser telle ou telle augmentation. Et si les avantages matériels des salariés de l'EDF sont supérieurs à ceux d'autres catégories ouvrières, c'est le résultat des luttes qu'ils mènent depuis des dizaines d'années...

Il s'agit donc d'une action pour la défense du pouvoir d'achat, d'autant plus suivie que celui-ci est attaqué par tous les bouts pendant que les embauches et les promotions sont bloquées. Une grève contre les effets de la politique d'austérité, comme celle des OS de l'automobile en mars dernier. Avec une différence essentielle : cette fois-ci, c'est clairement que le plan d'austérité gouvernemental est pris à partie ; pour la défense des acquis, dans un secteur hautement syndiqué et à forte tradition unitaire.

C'est donc un avertissement à tous ceux qui préparent des attaques, contre la Sécurité sociale notamment.

LES vrais privilégiés sont ailleurs », disent les travailleurs d'EDF. Ensemble. Même si, appelant aux mêmes actions, les directions nationales de leurs syndicats n'avaient pas voulu se mettre d'accord sur un appel commun, tous savaient qu'ils seraient en même temps en lutte.

D'où le succès de la grève, à l'opposé de toutes les journées organisées dans la division ces dernières semaines. Que ce soit le 18 mai de FO contre l'austérité, les journées CGT par branche, ou le 26 mai dernier, où la direction confédérale CFDT a pu mesurer à quel point sa base militante refuse de la suivre dans son marchandage opposant l'emploi au pouvoir d'achat des travailleurs.

Oui, les forces existent pour dire haut et fort : « nous ne nous laisserons pas tondre ». Qui ne voit en effet que seuls les patrons font leur profit de la politique d'austérité ? Qui ne voit que les vrais privilégiés de ce pays sont les quelques centaines de milliers de hauts cadres, de patrons et de professions libérales au-dessus de trente fois le SMIC ? Qui ne voit que ce sont les mêmes privilégiés qui contrôlent les moyens de production et imposent la satisfaction de leurs intérêts, aujourd'hui comme hier ?

CE à quoi invite donc le mouvement des travailleurs de l'EDF, c'est à la mobilisation unitaire : pour dire non aux attaques contre le pouvoir d'achat, pour une politique qui s'en prenne aux véritables privilégiés, qui enlève au patronat les moyens de tirer profit du chômage et de la crise capitaliste.

En rejetant les mesures d'austérité, oui, il y a moyen de rassembler les forces, de réaliser la mobilisation de masse nécessaire pour ne plus subir la logique patronale.

Car le gouvernement, la majorité élue par les travailleurs ne pourraient pas rester sourds devant des luttes deux fois, trois fois, dix fois plus fortes que celle de l'EDF... Telle est la proposition que de nombreux militants feront avec d'autant plus de force dans les jours qui viennent.

« Mauroy, arrête de te brancher sur Barre »



Contre
le surarmement
impérialiste

Mobilisation le **19** juin

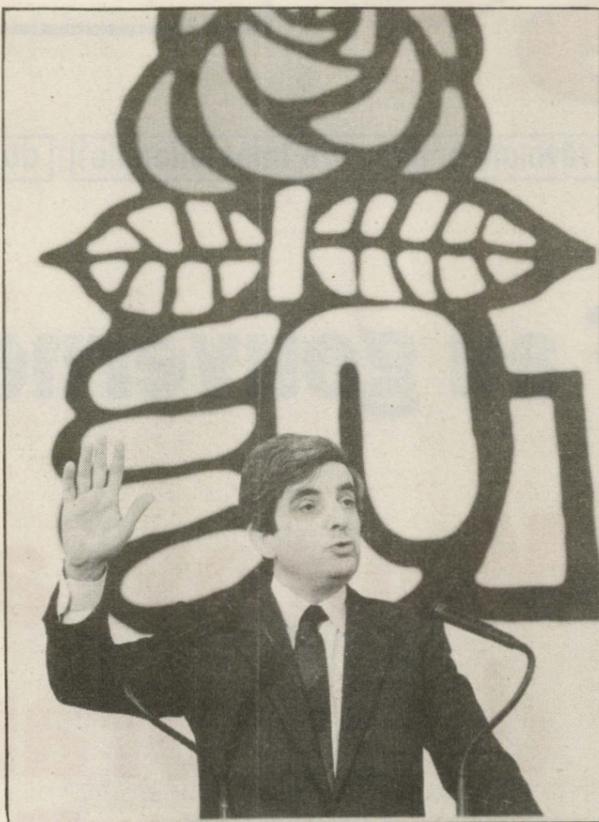
Le CERES se place à gauche

CHEVÈNEMENT a saisi l'occasion de la convention nationale du PS pour dénoncer la politique actuelle, le plan proposé par Delors : « Ce serait un étrange paradoxe de voir les socialistes attendre leur salut du capitalisme. » Cette déclaration a fait des vagues : le moment était bien choisi, non seulement en fonction du futur congrès du PS, mais aussi à cause du mécontentement exprimé par les travailleurs.

Le CERES, en fait, ne se contente d'ailleurs pas de « jouer placé », comme ceux qui ont annoncé l'échec... Il présente une sorte de « contre-plan à la politique inspirée par Delors ».

On y trouve des mesures qui, depuis deux ans, auraient dû aller de soi : « une politique fiscale et des revenus plus juste », le refus de « toute remise en cause de l'indexation des salaires », des « mesures de contrôle des échanges et du commerce international », le refus de se plier « aux règles actuelles du système monétaire européen »...

En même temps, les engagements essentiels de cette majorité seraient maintenus, entendez bien les engagements à l'égard du patronat. On voit, en effet, le CERES



proposer tout à la fois « l'instauration de fonds salariaux, alimentés par des salaires bloqués » — comme le

souhaite Edmond Maire — et la volonté de « réduire les charges sociales des entreprises par leur fiscalisation pro-

gressive » — comme l'a demandé Gattaz.

En quoi cela peut-il apporter « un nouveau dynamisme » ? La réponse vaut d'être citée : une « sorte de nouvelle négociation Matignon » (réunissant patrons, syndicats et gouvernement) devrait « mettre à plat » l'ensemble des facteurs s'opposant à la lutte contre l'inflation et à la reprise des investissements. Le but étant de définir « un projet national ambitieux sur la base d'intérêts objectifs réciproques bien compris ».

Qui est donc ainsi invité à bien comprendre « l'intérêt national », est-on tenté de demander immédiatement ? Réponse sans grand mystère...

Alors, « beaucoup de bruit pour rien », autour du CERES. Non. Le fait que ses dirigeants aient pris les moyens de profiter d'un « effet médias », en cette période où tous les travailleurs s'interrogent sur le bilan des deux ans écoulés, est très révélateur : un grand débat politique est à l'ordre du jour, partout, dans le pays.

Il n'est pas indifférent, dans ce contexte, de constater que, pour y prendre une place originale, le CERES ait choisi de renouer avec le thème de l'actualité du socialisme. Il n'est pas indifférent non plus que, du sein même de la majorité,

se lèvent des voix qui appellent à « une autre politique ». Cela confirme, pour nous, à quel point nous avons bien raison de développer, en temps voulu, nos propres critiques.

Puisque le CERES a ouvert le débat, plus que jamais nous saurons montrer quelles sont les vraies solutions à l'ordre du jour. Contre la politique d'austérité.

Pierre Rème

SECU Grève à la caisse de la Seine Saint-Denis

Une grève, largement unitaire, a eu lieu la semaine dernière à la caisse primaire de Sécurité sociale de la Seine Saint-Denis.

Il y a deux ans, la Caisse primaire centrale de la région parisienne fut éclatée en sept caisses. Le service des assurés sociaux devait en être amélioré. Or, aujourd'hui, il y a en Seine Saint-Denis 200 000 dossiers en attente dans les centres de paiement, un an de retard au contentieux, deux ans au tiers-payant.

Dans certains centres ou services, il manque 30 % des effectifs. Ce retard d'effectifs sera comblé au plus tôt en 1984 ! Les responsables ? Le CNPF qui préside le conseil d'administration. Le directeur, disciple de feu Lucet, a eu sa promotion après avoir réussi à « casser » la CGT à Amiens où il sévissait auparavant.

Le mécontentement du personnel a conduit à un accord CGT-CFDT appelant à une

grève le 19 et à une délégation grévistes-syndicats à la direction et au ministère. 60 % du personnel a suivi la grève. Le succès de la grève a permis au personnel d'arracher leurs revendications, malgré les manœuvres anti-unitaires des militants des services intérieurs qui, mis en minorité au bureau, ont refusé d'appeler à la grève. Manœuvres suivies par celles des responsables PCI de FO qui au nom de l'heure de grève de leur confédération le 18 ont dénoncé l'action du 19.

Le résultat de cette grève n'en est que plus significatif : lorsqu'une action est proposée unitairement et correspond aux revendications, les travailleurs s'engagent dans la lutte ! Lorsque les réponses du ministère aux demandes du personnel seront connues, le maintien de l'unité conditionnera la poursuite de l'action. Mais le sabotage du CNPF pose une autre question. Faut-il continuer à tolérer le maintien des patrons au sein des conseils des caisses comme le prévoit la nouvelle loi ? Le syndicat CGT du 93 a déjà pris position pour une gestion des seuls représentants salariés.

Cet été, du 16 juillet au 13 août 4 stages de formation

Cet été, dans un cadre agréable et de bonnes conditions de travail, consacrez une semaine à la formation politique.

Alors qu'en cours d'année, nous le savons tous, il est difficile de consacrer du temps à la lecture et à la formation politique, la période d'été est plus favorable. Participer à un des stages d'été que la LCR organise depuis des années est la formule la plus efficace — et la plus sympathique ! — pour acquérir ou renforcer sa formation politique.

Il est possible de venir en famille, une crèche-garderie est organisée pour les enfants durant les sessions de formation. Des temps de détente et de lecture sont prévus...

CET été, comme les années précédentes, la LCR organise des stages de formation politique élémentaire. Ces stages sont ouverts aux camarades sympathisants de la LCR, lecteurs de Rouge, toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

• Voici quelques-uns des thèmes traités :
— les enjeux de la situation politique actuelle
— la crise du capitalisme
— le mouvement ouvrier :

classe, syndicats et partis
— la social-démocratie et le PS
— le stalinisme et le PCF
— la lutte des femmes contre leur oppression
— internationalisme et Internationale
— la révolution en Amérique centrale
— la révolution politique dans les pays de l'Est.

• Comment on travaille dans ces stages ?
— des exposés en assemblée générale
— des discussions en petits

groupes pour permettre d'approfondir les thèmes abordés
— des « commissions à la carte » pour débattre d'autres sujets que ceux prévus dans le programme

— des heures de lecture, de détente et de loisirs...

Les stages se déroulent dans le Midi, dans la grande région de Toulouse. Le logement se fait en chambres de 2, 3, 4 places. Il est possible de venir en famille. Chaque stage commence le samedi à 19 h avant le repas et se ter-

mine le samedi suivant dans l'après-midi.

Le prix est de 700 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche-garderie est organisée durant les sessions de formation du matin et de l'après-midi. Le prix pour les enfants (lit et repas) est de 350 F.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler le 8 59 23 00.

• Les dates des stages :
Stage n° 1 : du 16 au 23 juillet
Stage n° 2 : du 23 au 30 juillet
Stage n° 3 : du 30 juillet au 6 août
Stage n° 4 : du 6 au 13 août.

• Pour s'inscrire :
Il suffit de remplir le bulletin ci-contre et d'y joindre 200 F d'arrhes, soit en liquide, soit en chèque à l'ordre de la LCR, ainsi qu'une enveloppe timbrée à votre adresse.
Renvoyez le tout à :
LCR FORMATION ETE 83
2, rue Richard-Lenoir
93 108 Montreuil.

A REMPLIR

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

Lieu d'emploi : _____

Syndicat : _____

Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR : _____

Age : _____

en contact avec la LCR : _____

Sexe : _____

sans contact avec la LCR : _____

Numéro du stage choisi :

Je viens avec enfant(s), âgés de : _____

- j'ai en voiture et je dispose de _____ places)
- si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture
- on peut me téléphoner au n° _____ de _____ h à _____ h

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom : _____
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	450 F	Prénom : _____
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	150 F		Adresse : _____
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	160 F	Formule choisie : <input type="checkbox"/>
			Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
• Directeur de la publication : Robert March
• Commission paritaire 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Contre les fauteurs de guerre impérialistes

MOBILISONS-NOUS LE 19 JUIN !



LA décision de Reagan et de l'OTAN — confirmée par le sommet impérialiste de Williamsburg — de déployer plus de 500 nouveaux missiles nucléaires en Europe, à partir de la fin 1983, représente un danger immédiat pour les travailleurs et les peuples de toute l'Europe.

C'est aujourd'hui l'expression la plus nette de l'offensive générale de militarisation des fauteurs de guerre impérialistes. Il faut donc battre Reagan et l'OTAN et empêcher par la mobilisation la plus large le déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière US dans la perspective d'un démantèlement de toutes les bases américaines en Europe.

● **Contre les missiles de l'OTAN : solidarité internationale contre l'impérialisme !**

AUCUN pseudo-argument sur la prétendue supériorité militaire soviétique ne saurait en effet masquer cette vérité : c'est l'impérialisme qui est le principal responsable de la course aux armements et des conséquences sociales qu'elle entraîne pour tous les peuples. L'effort de guerre impérialiste, conjugué à la crise, c'est autant de coupes claires dans les budgets sociaux, d'éducation et de santé notamment.

Mais l'impérialisme américain ne menace pas seulement l'Europe. Il perpétue ses crimes atroces aux quatre coins de la planète et spécialement en Amérique centrale contre les peuples du Salvador et du Nicaragua, menaçant dans son élan Grenade et la révolution cubaine. C'est pourquoi le combat contre l'impérialisme est indivisible de l'Europe à l'Amérique centrale, de l'Afrique au Moyen-Orient. Seul le désarmement définitif des principales citadelles impérialistes pourra conduire à la paix par le socialisme.

● **Reagan : bas les pattes devant la révolution en Amérique centrale et ailleurs !**

LES travailleurs et les peuples d'Europe eux-mêmes sont confrontés à des plans d'austérité d'autant plus drastiques que l'effort de surarmement des gouvernements capitalistes est important. Cette politique est le produit de la crise économique d'un capitalisme en faillite et de sa volonté de s'en sortir malgré tout et quel qu'en soit le prix, sur le dos de la classe ouvrière et des peuples opprimés.

● **Contre l'austérité et la militarisation : mobilisation !**

DANS ces conditions, rien n'est plus urgent que de rassembler dans un même élan, tous ceux et toutes celles qui sont prêts au combat contre les menaces de guerre impérialistes. Plus de trois millions d'Européens sont descendus dans la rue lors des dernières grandes manifestations. Aujourd'hui, c'est à Paris d'être l'espace d'un jour, le 19 juin prochain, le lieu d'une gigantesque mobilisation antiguerre. Le BP de la LCR, répondant à l'Appel des cent, appelle la population de Paris et des différentes régions de France à y participer massivement.

● **En France aussi : contre les missiles et la bombe à neutrons tricolores !**

LA LCR appelle les travailleurs et la jeunesse à se mobiliser également contre l'effort de guerre en France à l'heure où le gouvernement s'engage à engloutir quelques 830 milliards pour le surarmement dont 250 pour les seules forces nucléaires, tandis que la population laborieuse subit de plein fouet les effets du plan Delors

d'austérité. La signification politique d'une mesure de désarmement nucléaire unilatéral de ces forces, exclusivement tournées contre les peuples de l'Europe de l'Est et les économies qui en résulteraient, seraient la meilleure contribution possible du pays à la cause de la paix et du socialisme. Ce n'est pas la voie choisie par le gouvernement ; c'est en revanche une exigence qui grandit parmi les travailleurs et qu'il faut renforcer.

● **Solidarité avec les mouvements antiguerre indépendants à l'Est !**

LA LCR condamne la répression bureaucratique qui frappe de nombreux militants antiguerre indépendants en Europe de l'Est. Celle-ci déconsidère les mobilisations des mouvements officiels dans ces pays. Elle offre un prétexte en or à la propagande impérialiste contre le mouvement à l'Ouest et, au bout du compte, affaiblit un mouvement de masse qui, de l'Europe de l'Ouest à l'Europe de l'Est, reste le meilleur argument dissuasif possible contre les menées impérialistes. Le but des dirigeants du Kremlin n'est pas la défaite de l'impérialisme US et l'extension de la révolution. Ce qu'ils veulent, c'est le statu quo avec le Pentagone.

Les chefs du Kremlin ont toujours préféré leurs généraux et leurs stocks de SS 20 aux mobilisations ouvrières, surtout dans leur propre pays. Et quand ils déclenchent des mouvements contre l'armement nucléaire, ils font tout pour en contrôler le but, afin qu'ils ne remettent pas en cause leur pouvoir et leur politique.

Le développement de mouvements indépendants de masse, à l'Ouest et à l'Est, porterait à l'impérialisme un coup mille fois plus dur que quelques fusées soviétiques de plus. C'est à cette tâche qu'il faut partout œuvrer.

Bureau politique de la LCR

PCF

Au pied du mur atlantiste

LES Sept réunis à Williamsburg ont choisi de lier leur déclaration militaire commune avec leurs décisions économiques. « *Les relations économiques Est-Ouest doivent être compatibles avec nos intérêts en matière de sécurité* », dit la résolution finale.

Ainsi les deux textes produits scellent le sort militaire et économique des pays participant au sommet. Pourtant, le PCF ne réagit, avec quelque éclat, qu'à l'aspect militaire de la rencontre américaine. Dans une déclaration du BP *V'Humanité* du 1^{er} juin), le PCF n'intervient que sur la déclaration commune sur la « *sécurité* », taisant délibérément un accord des sept grands sur les politiques d'austérité à mener dans chacun de leurs pays. Cette réaction unilatérale est à examiner de près, car elle exprime une contradiction majeure, alors même que le PCF est la force dominante de la préparation du 19 juin à Paris.

Une première

Pour la première fois, depuis le 10 mai, le PCF s'oppose publiquement à une prise de position de François Mitterrand. La déclaration commune des Sept sur la « *Sécurité* », indique que « *les tentatives pour diviser l'Occident en proposant l'inclusion des forces des pays tiers, y compris celle de la France et du Royaume-Uni, sont également vouées à l'échec. Ces forces n'ont pas leur place dans la négociation* ». Prenant le contre-pied, le BP du PCF propose au contraire l'inclusion des gouvernements des pays concernés dans la négociation en cours à Genève, entre les deux super-grands, USA et URSS. Le PC cherche donc à reconstruire à cette occasion son identité. Mais de la manière la plus modérée qui soit. Un pas en avant historique a été fait à Williamsburg dans l'extension et le renforcement d'une alliance dans le sillage nord-américain. Qu'oppose le PCF, membre du gouvernement, à ce front impérialiste ? Une demande pour la France d'avoir un strapontin à Genève. Dérisoire en regard de l'enjeu réel, de l'offensive que Williamsburg représente.



Cette réaction du PCF ressemble plus à une diversion qu'à une opposition communiste au plan de guerre impérialiste. N'empêche, le pas de géant impérialiste est suffisamment fort pour ébranler le PC et l'obliger à cette réaction publique.

Une contradiction béante

Le PCF a tenté de démontrer ces dernières années que le « *concept de défense nationale* » était « *un concept révolutionnaire* ». Il fallait, selon feu-Kanapa et le XXIV^e Congrès, inscrire parmi les revendications ouvrières celle en faveur du développement de la défense nationale. C'était un tournant à 180 degrés. Le PCF avait mené une campagne contre la bombe de De Gaulle, montrant son coût pour les travailleurs, payé au prix de la réduction des budgets sociaux. Depuis, il a balayé ce passé gênant et a voté au Parlement, en mai, la ruineuse loi de programmation militaire. Ainsi le PCF est pour un armement nucléaire français, quel que soit le prix à payer par la classe ouvrière, alors même qu'il se donne pour un opposant farouche du surarmement nucléaire mondial, assis sur le baril de poudre nucléaire française. Cette contradiction a désormais une sœur jumelle. En outre, Mitterrand vient de confirmer que le sort des fusées nucléaires françaises était étroitement lié au dispositif du Pentagone, et des « *alliés de l'Atlantique-Nord* ». Il a donné le feu vert à l'installation des Pershing en Europe. Comment le PCF pourra-t-il combattre l'effort de guerre nord-américain sans combattre l'effort de guerre français, quand précisé-

ment Reagan vient de réussir à les jumeler ?

Le PCF ennemi de l'atlantisme ?

On se souvient des fortes paroles électorales d'un Ballanger, d'un Fiterman, d'un Marchais contre Mitterrand candidat. Ce dernier était présenté comme l'agent actif de l'OTAN. Quand Mitterrand passe à l'acte, que reste-t-il dans la direction du PCF de cette belle lucidité d'avant le 10 mai ? Au gouvernement, le PCF est porté à l'indulgence. Ce faisant, il entame sa propre crédibilité dans la construction d'un nouveau mouvement pour le désarmement en France, dont il serait la force motrice. Au pied du mur atlantiste, le PC devra trouver autre chose pour se déterminer qu'une vague exigence de la participation française à la conférence de Genève.

Affrontera-t-il le PS sur cette question ? Les prochains jours apporteront la réponse...

Le sommet de Williamsburg a été un succès plus important encore pour Reagan. Il a obtenu de ses alliés une déclaration qui doit faire les délices des pères du plan d'austérité français. « *Nous renouvelons notre engagement à réduire les déficits budgétaires structurels, notamment en freinant la croissance des dépenses* », dit la déclaration commune finale. Les sept grands ont tissé une alliance qui inclut désormais des budgets d'austérité. Le PCF n'en dit rien, jusqu'à quand ? La déclaration finale engage les

sept grands « *à freiner l'inflation, abaisser les taux d'intérêts, intensifier les investissements productifs et... multiplier les possibilités d'emploi, en particulier parmi les jeunes* ».

L'objectif de l'emploi est relégué à la fin, réduit à la part du pauvre, et décrit en termes prudents de « *possibilités d'emploi* ».

Mutisme sur les accords économiques

A Williamsburg, la restauration des taux de profit est évidemment passée avant la lutte contre le chômage. N'est-ce pas un souci commun avec le IX^e plan français ? Si, bien sûr, et le PCF n'en dit rien. Enfin, « *nous nous engageons à donner un coup d'arrêt au protectionnisme, et, à mesure que la reprise se confirme, à l'écartier en démantelant les obstacles au commerce* », disent les sept chefs d'Etat et de gouvernement en chœur. S'agit-il d'un retour au libre échange, à la fin des barrières douanières japonaises ou nord-américaines ? Certainement pas ! Les USA ont obtenu de l'Europe capitaliste l'arrêt de la protection de marchés entiers, dont le marché agricole. C'est dans ce sens que s'est fait l'accord, sans contrepartie.

Ces trois options économiques auront un effet immédiat sur le prix de la crise à supporter par l'économie française. Le PCF avalisera-t-il, ne serait-ce que par son silence, le triomphe des USA ?

La zone des tempêtes

La direction du PCF aborde donc la zone des tempêtes. Un succès impérialiste de cette nature fera tanguer et rouler le parti de gouvernement qu'est celui de Marchais. Face à une politique d'austérité, face à une orientation militaire atlantiste, un PC paralysé perdra son âme. Les militants communistes, malmenés par le plan Delors et les comptes que leur demandent les travailleurs, exprimeront dans les débats publics, comme à Marseille, les exigences d'une politique ouvrière et communiste. Il nous faudra être là et leur répondre qu'une politique communiste est possible, mais qu'elle ne supporte aucun compromis avec la bourgeoisie et l'impérialisme US.

Jean Lantier

N° spécial désarmement



PAPETERIES CHAPPELLE DARBLAY

Une véritable agression

Dans un article paru dans « le Monde » du 28 mai : « La modernisation de l'industrie, une priorité absolue », Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, écrit : « Ce n'est pas une façon de faire aimer notre (sic !) appareil de production ou de faire acheter nos produits que de jouer en permanence le grand air de la catastrophe. »

Mais quel air entendent donc en permanence les travailleurs, sinon celui d'une modernisation de l'industrie qui se traduit par des licenciements, des mines aux industries chimiques ; de la sidérurgie au papier carton ; ou dans de multiples petites entreprises, des faïenceries Henriot à Quimper (voir page 10), aux ardoiseries de Trélazé. Cette chanson-là veut dire trois millions de chômeurs en 1988 (voir « Rouge » n° 1065). Interprète : Laurent Fabius.

MILLE cinq cents emplois seront supprimés en cinq ans. L'usine de Grand-Couronne sera fermée. Sur 2 000 travailleurs, 608 seront licenciés en 1983, 435 en 1987-88. Il ne resterait alors que 585 travailleurs à la Chapelle Darblay-Saint-Etienne-du-Rouvray.

Trois ans d'attente et de lutte commencées sous Giscard, pour les travailleurs de la Chapelle Darblay, depuis le dépôt de bilan de leur entreprise, avant de savoir à quelle sauce ils seraient mangés.

Le 9 décembre 1980, un député socialiste de l'agglomération rouennaise envoyait au ministre de l'Industrie de l'époque, André Giraud, le télégramme suivant : « ... Il serait inadmissible que le gouvernement ne fasse pas le nécessaire afin de permettre à cette entreprise de vivre et à son personnel de conserver son emploi. »

Pourtant, le 30 mai 1983, le même député socialiste confirmait aux représentants syndicaux de la Chapelle Darblay le plan de licenciements qui les frappe. Après le 10 mai 1981, Laurent Fabius, c'est de lui qu'il s'agit, est devenu ministre de l'Industrie...

Trois ans pendant lesquels ce sont les fonds publics qui ont alimenté quotidiennement la trésorerie de l'entreprise dont la moitié des fonds privés sont détenus par Paribas !

Les projets de restructuration pour les années à venir prévoient 1 milliard 600 millions d'investissement de fonds publics, pour confier en fin de course la gestion des intérêts de la Chapelle Darblay au trust hollandais du papier Parnenco.

Des milliards de fonds publics au fil des années pour licencier 1 500 travailleurs et donner au grand capital, clés en main, une entreprise prête à exploiter.

« Nous voyons mal, dans ces conditions, compte tenu des sommes déjà investies... comment sa propriété ne serait pas transmise à la nation », écrivait le syndicat CGT de la Chapelle Darblay en août 1981 dans une brochure proposant la nationalisation de l'entreprise.

C'est le moins qu'on puisse dire ! Le problème est que, depuis, la CGT, comme le PCF d'ailleurs, a abandonné cette revendication. « Solidarité gouvernementale » oblige.

« La solution sera douloureuse », avait pronostiqué le chef de cabinet de Fabius, également président du conseil régional, en septembre 1981, aux représentants syndicaux des travailleurs de l'entreprise.

Moderniser et rentabiliser

Effectivement ! Et les effets s'enchaînent. Lundi 30 mai, on apprenait que l'entreprise Julin (entretien) qui travaille souvent à la Chapelle Darblay, envisageait de 200 à 400 licenciements consécutifs aux plans de restructuration. Les conséquences chez les travailleurs du port, des transports (approvisionnement en bois, distribution du papier...) ne tarderont pas à se faire sentir, en termes de licenciements là encore.

La droite en profite, évidemment, pour faire un tabac au conseil régional : « Le gouvernement socialo-

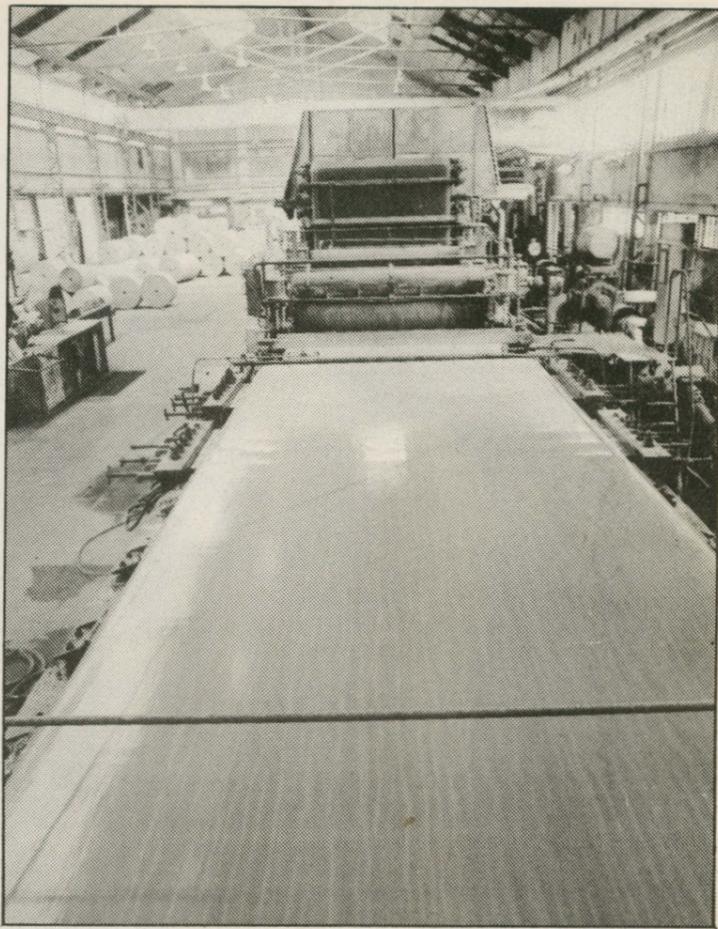
« Pas question d'accepter cette politique du fait accompli... Nationalisation de Chapelle Darblay, non aux licenciements », déclare la LCR à Rouen dans un tract distribué sur toutes les entreprises de l'agglomération.

Elle s'est adressée à toutes les organisations ouvrières de la région rouennaise pour soutenir la mobilisation et développer la solidarité. Elle propose que les syndicats organisent une grève interprofessionnelle, unitaire, pour l'emploi et contre l'austérité.

communiste licencie et ruine la région. »

A la Chapelle Darblay, la majorité des travailleurs sont syndiqués à la CGT. Le syndicat s'est déclaré en complet désaccord avec le plan du gouvernement. La CFDT Chapelle Darblay de même : « 1 335 licenciés en cinq ans, cela ne peut s'admettre. » L'heure est donc à l'organisation de la lutte, massive, unitaire, coordonnée sur l'agglomération avec tous ceux que les licenciements vont jeter à l'ANPE dans diverses entreprises (10 000 licenciements vraisemblablement pour les années à venir).

La nationalisation, sans indemnisation évidemment (c'est par milliards que les fonds publics ont déjà approvisionné la Chapelle), avec garantie de l'emploi et des acquis pour tous les travailleurs, est la seule solution crédible. Bien des travailleurs de l'entreprise en sont conscients. Mais seuls, aujourd'hui, les militants de la LCR dans l'entreprise avancent encore cette solution. Roland Leroy n'en touche mot, par exemple, dans sa déclaration à la presse locale à propos du plan de licenciements. « Ce n'est pas acceptable. » « A de nombreuses reprises, écrit-il, avec les élus communistes, j'ai formulé des propositions en vue de préserver l'avenir de la production de papier en France. Les tra-



vailleurs de l'entreprise, avec leur syndicat CGT, ont également avancé des solutions réalistes permettant de moderniser et de rentabiliser la Chapelle Darblay. »

Le gouvernement, Fabius en tête, vient de faire tomber ses « solutions réalistes permettant de moderniser et de rentabiliser Chapelle Dar-

blay »... suppression des trois quarts des emplois !

L'heure est bien à la mobilisation, à la Chapelle et dans toute les entreprises de l'agglomération. Les travailleurs doivent dire : « Non, pas ça ! ». Laisser faire à la Chapelle serait cautionner les coupes claires à venir partout ailleurs.

Michel Morel

ANTISEXISME

La loi aux oubliettes ?

Dessins parus dans Antoinette, numéro 216

S'IL a fait la une des journaux au moment de la discussion en Conseil des ministres en mars dernier, le projet de loi antisexiste n'a rapidement plus eu droit qu'à des entrefilets dans la grande presse.

S'agirait-il d'un enterrement de première classe ? Les pressions de toutes sortes, en premier lieu celles des publicistes guidés par leur crainte de se voir interdire un biais facile pour faire des profits, auraient-elles eu raison de ce projet ?

Rappelons les termes de cette loi. Sur le modèle de la loi anticraciste de 1972, le projet de loi antisexiste devait modifier la loi sur la liberté de la presse et sanctionner « les provocations, diffamations, injures et discriminations commises envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur sexe ».

Ce projet de loi devait permettre que les associations féministes ayant inscrit depuis au moins cinq ans dans leurs statuts la lutte contre le sexisme puissent se porter partie civile. Il était présenté par la ministre des Droits de la femme comme complémentaire à la loi sur l'égalité professionnelle et devait être discuté à la session de printemps du Parlement.

Dans un article du Monde du 24 mai, de Christiane Chombeau, on apprend que « madame Roudy prépare une nouvelle version » et que « le texte devrait être soumis au Parlement à la session d'automne ». Dans la nouvelle version, il est question de reformuler des articles du projet de loi pour que celle-ci soit mieux centrée sur la représentation publique des femmes et les petites annonces sexistes.

« D'autre part, le deuxième volet du projet de loi complète les dispositions législatives existantes pour empêcher les refus d'embauches et de services, en raison du



sexe, ainsi que les entraves à l'exercice d'une activité économique, toujours en raison du sexe. »

La partie du projet permettant aux associations féministes de se porter partie civile est maintenue. Fort bien et nous en prenons acte.

Car nous ne pensons pas, comme le dit Ch. Chombeau dans son article, que le tollé provoqué par le projet de loi soit dû « au manque d'habileté de madame Roudy », ou encore « à la saturation de certains Français après de nombreuses mesures en faveur des femmes ». Ce dernier argument étant d'ailleurs largement contestable, à quelques revendications près. Une seule revendication a été satisfaite, et c'est le fruit d'une lutte : le remboursement de l'avortement.

Quant à la loi sur l'égalité professionnelle, elle a été suffisamment édulcorée pour que son champ

d'application ne gêne plus les patrons. Outre les pressions des publicistes, les hésitations du gouvernement sur cette question sont significatives. Nous avons, dans un numéro précédent de Rouge, développé notre position quant à ce projet de loi antisexiste. Avec ses insuffisances et ses limites, il est cependant la traduction, même déformée, des revendications portées par le mouvement féministe ces dernières années.

Nous ne nous faisons pas d'illusions sur le fait qu'une loi suffira à elle seule à « changer les comportements ». Mais, parce qu'elle sanctionnera la reconnaissance du sexisme, parce qu'elle permettra un droit de recours juridique aux organisations féministes et aux femmes qui le subissent, elle peut être un point d'appui, une arme pour la lutte.

Et nous sommes d'autant moins

À COMPÉTENCES ET QUALIFICATION ÉGALES, VOTRE EMPLOYEUR VOUS PRÉFÈRE UN HOMME. QUELLE A ÉTÉ VOTRE RÉACTION ?

- J'AI ENGAGÉ UNE ACTION CONTRE L'EMPLOYEUR.
- JE ME SUIS SENTIE FRUSTRÉE.
- JE ME SUIS DIT : TANT PIS, C'EST LA VIE.
- AUTRE RÉACTION ?



neutres dans ce débat que pour nous le sexisme ne se réduit pas à la représentation des femmes renvoyée par la publicité.

Il s'enracine dans les rapports sociaux, dans la vie quotidienne des femmes, au travail, dans la rue, à la maison. L'agression des publicités sexistes en est une manifestation, les discriminations à l'embauche ou le retour partiel des femmes au foyer en période de crise économique en sont la réalité. Et l'un alimente l'autre.

C'est pourquoi il ne nous est pas indifférent que ce projet, malgré ses limites, soit présenté ou qu'il passe aux oubliettes. Mais pour qu'il ait une réelle efficacité, il faut que les organisations du mouvement des femmes s'en saisissent, pour impulser une campagne contre le sexisme sous toutes ses formes, y compris dans les entreprises.

Sonia Folloni



Une poignée de main à Jospin ne fait pas une ligne syndicale de masse...

CFDT

Sept congrès de fédérations : la résistance à la ligne Maire

SEPT congrès de fédérations CFDT tenus récemment ont confirmés la présence de très larges courants d'opposition à l'orientation confédérale. Dans la santé (30 % d'opposants), dans la FGE (1) (30 % d'opposants), dans la FGTE (2) et dans l'union fédérale cheminots (respectivement 20 et 32 % d'opposants) ; mais aussi dans le SGEN (3) où une minorité, beaucoup plus claire qu'il y a trois ans, a rassemblé entre 25 et 30 %... Quant au SNTE (4), la majorité sortante a été confirmée, malgré les attaques de la confédération, par plus de 80 % en faveur de la réélection de l'équipe sortante... Et, dans Hacuitex (5), c'est 89 % des mandats qui ont soutenu la résolution d'orientation.

Paradoxalement, la défiance à l'égard du pseudo-réalisme de la

ligne confédérale s'est aussi manifestée dans le congrès de la défense nationale, pourtant largement favorable — en général — au « recentrage ». Un syndicat, soutenu par la direction fédérale, voulait revendiquer le maintien des salaires jusqu'à un seuil de « une fois et demie le SMIC » ; cette proposition fut battue au profit de celle défendant « jusqu'à deux fois » par 63,75 % des mandats. De même, certains voulaient changer la façon de gérer la masse salariale ; mais le congrès a voté à 84 % des mandats le maintien des revendications actuelles et du contentieux salarial entre la direction et les personnels des arsenaux : le gouvernement, comme le précédent, veut leur retirer le bénéfice de règles statutaires datant de 1951 et de 1967... Pour l'action, le congrès unanime a adopté une démarche en direction des fédérations CGT, FO et CFTC « pour une action nationale sur le contentieux salarial ».

Le pseudo-réalisme de la confédération

Même phénomène à la FGE. La direction, traditionnellement en accord avec la confédération sauf sur les problèmes d'unité d'action avec la CGT, écrivait dans sa résolution son souci de « prise en compte des réalités économiques » ; dans le contexte, cela cristallisait un débat : un amendement présenté par le syndicat de Lyon (plutôt de sensibilité CERES) retournait le texte, « dans le contexte de crise de la société capitaliste », vers la nécessité de l'action syndicale ; il fut majoritaire.

Il en était de même pour ce qui concerne les 35 heures, pour lesquelles un amendement précisait qu'il fallait les obtenir, non seulement « le plus vite possible et avant 1985 » mais « en une seule étape ». C'était une façon de tirer un bilan de l'affaire des 39 heures et de

leur faible effet sur l'emploi ; une façon de tourner le dos aussi à la direction confédérale qui s'oriente maintenant vers une « demande d'intervention auprès du gouvernement », pour qu'il obtienne une diminution de deux heures de travail dans les dix-huit mois !

A côté de ces deux votes majoritaires contre l'avis de la direction, une majorité de 70 % s'exprimait cependant sur la résolution générale. Elle traduit nettement une alliance d'une partie de la fédération, de sensibilité CERES, avec la direction confédérale. Cependant, cela dégage une minorité de 30 %... Compte tenu de l'exemple donné par la grève du 31 mai (voir encart « Un premier court-circuit »), une telle majorité comporte plus d'un élément d'instabilité !

La même possibilité d'instabilité de la direction est apparue dans la FGTE et dans la branche cheminots. En apparence, ce congrès a donné la majorité à une orientation satisfaisante pour la confédération. Robert Bono, membre de la commission exécutive confédérale, ne déclarait-il pas que « la FGTE est remise sur de bons rails » ?

...pèse sur les militants

En fait, les choses sont beaucoup moins simples. Les votes sur la transformation des structures de la fédération donnaient la majorité aux propositions de la confédération. En revanche, la direction fédérale n'obtenait pas ce qu'elle voulait en soumettant au débat — pour ou contre son maintien — un paragraphe de la résolution très critique à l'égard de la politique gouvernementale et soulignant la nécessité de mobiliser les travailleurs pour imposer un changement de politique : il fut maintenu à main levée par 87 % des délégués.

Cependant, en ce qui concerne la revendication de maintien du pouvoir d'achat, c'est une formule s'approchant des « deux fois le SMIC » qui fut adoptée (augmentation jusqu'à

6 100 F, maintien jusqu'à 8 000 F, et négociation sur la baisse au-delà). Sur cette base, le nouveau secrétariat fédéral élu comporte des représentants de pratiquement tous les courants qui traversent la fédé. Un équilibre sans doute précaire à l'usage...

Dans la branche cheminots, le congrès avait été préparé par la publication de plusieurs contributions dans la presse fédérale. Une, signée par une douzaine de syndicats connus pour leur opposition à la ligne confédérale et parties prenantes de la majorité lors du dernier congrès (Amiens, Nantes, Tours, Paris-Saint-Lazare, Villeneuve-Saint-Georges, Toulouse...), développait la nécessité d'une réelle indépendance syndicale, le refus de l'austérité et leur désaccord avec la ligne confédérale...

Une autre contribution leur avait répondu essentiellement sur la question des salaires et des structures de la fédération (FGTE) ; y participaient des syndicats de la majorité du précédent congrès (Chambéry, Dijon, Dunkerque, Limoges...) ainsi que d'autres, qui avaient été dans la minorité il y a trois ans, défenseurs de l'orientation confédérale. Entretemps, cette majorité avait buté sur l'accord salarial de 1981, le secrétariat le signant malgré l'avis d'une grande partie de la majorité issue du congrès...

Le décompte des courants eut lieu sur les amendements. Un amendement, présenté par des syndicats de la région Languedoc-Roussillon, visait à supprimer toute critique de l'action gouvernementale ; il était rejeté par 67 % des mandats. Un autre, de Paris-Saint-Lazare, proposait la défense du pouvoir d'achat pour tous les cheminots sauf les cadres supérieurs ; contredisant la ligne confédérale, il obtenait 24 % des mandats. Cela aboutissait à l'adoption sur les salaires d'un texte voisin de celui de la résolution du congrès FGTE. Un autre amendement, présenté par le syndicat de Limoges, définissait la défense du pouvoir d'achat, en liaison avec les 35 heures, pour les seuls « bas et moyens salaires » ; il était adopté à une très courte majorité contre la formule initiale « sans perte de salaire ». Ainsi amendée, la résolution était adoptée par 59,5 % de pour et 32,7 % de contre. Elle comporte en définitive des éléments contradictoires, des fléchissements sur les revendications voisinant avec des positions nettement anticapitalistes.

Pour l'élection de la direction de la branche, presque tous les représen-

HACUITEX

Le contexte social

QUELQUES extraits de la résolution générale votée permettent de cerner clairement l'analyse faite par les militants de la fédération.

« Le gouvernement de gauche constitue une étape importante pour la mise en œuvre de mesures indispensables pour permettre aux travailleurs de transformer leur situation et d'avancer vers le socialisme autogestionnaire.

(...) Dans cette situation, les organisations de classe CFDT et CGT ne développent pas suffisamment la mobilisation pour contraindre le patronat à aller plus loin dans la satisfaction des revendications et ouvrir de véritables négociations. Sitôt après le 10 mai, de nombreuses sections se sont adressées aux députés du PS, du PC et au nouveau gouvernement pour leur demander leur appui et exiger des mesures pour satisfaire leurs revendications, surtout dans le cas de la défense de l'emploi. Cette démarche sans mobilisation et intervention des travailleurs était totalement insuffisante.

« Les organisations réformistes FO, CFTC et CGC sont passées d'un "apolitisme" déclaré sous la droite à une attitude très critique du gouvernement de gauche soutenant parfois les comportements

patronaux actuels. (...)

« Le gouvernement de gauche est un élément positif et important pour l'avancée de nos revendications immédiates et à plus long terme. Aussi nous apportons notre soutien au gouvernement lorsqu'il prend en compte les revendications et aspirations des travailleurs. De même, nous ne ménageons pas nos critiques lorsque ses décisions vont à l'encontre des intérêts des travailleurs.

« Exprimer nos critiques et s'opposer à de telles décisions sont la meilleure défense des intérêts des travailleurs et le meilleur garant contre le retour de la droite.

« Ce soutien nécessite l'action et la mobilisation des travailleurs pour exiger du gouvernement qu'il s'appuie sur ceux qui aspirent au changement véritable et qui l'ont porté au pouvoir pour mettre en œuvre une politique nouvelle revalorisant la situation sociale des travailleurs, transformant le contenu du travail, remettant en cause le type de hiérarchie et permettant le contrôle des travailleurs dans le domaine économique et leurs interventions dans les domaines politique et social allant vers nos objectifs de rupture avec le système capitaliste. »

Vient de paraître

Critique Communiste

revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire

20 juin 83 12 fr.

Sommaire

Non aux missiles et à l'OTAN !

Les nouveaux démocrates

Luttes étudiantes

Dossier LE « TEMPS CHOISI »

Bluff et dangers

Lettre au PSU

Pologne



Opposer l'emploi et la défense du pouvoir d'achat ne fait pas recette. L'échec de la journée du 26 mai en témoigne contre la confédération. A Paris, par exemple, environ huit cents manifestants ont crié des slogans contre l'austérité au lieu de s'en tenir au cadre d'un meeting pour les fonds salariaux de solidarité.

Dans la manifestation des travailleurs EDF du 31 mai, cette pancarte signée CFDT.



tants de la contribution nettement « lutte de classe » étaient écartés par une « alliance » de fait entre une partie de l'ancienne majorité (de la région Rhône-Alpes et de sensibilité CERES) et les partisans de l'orientation confédérale. Une alliance qui sera difficile à maintenir sans à-coups devant les échéances sociales, alors qu'une minorité substantielle poursuivra l'élaboration de ses propres contre-propositions.

Des majorités peu soudées...

Cette manœuvre, visant à nier la représentativité de l'opposition, a été poussée encore plus loin dans la fédération santé : rassemblant 32 % des mandats contre 62 % à la majorité, la minorité n'a vu retenus que deux candidats sur trente pour le

conseil fédéral ! Ce sont pourtant vingt-sept syndicats sur les cent que compte la fédération qui s'étaient regroupés pour signer ensemble un texte de contribution. En face d'eux, la seule réaction de la direction avait été de rejeter hors du débat tous les amendements inspirés par cette contribution comme « ayant une logique de contre-texte ».

Ces misérables astuces, cependant, ne régleront pas les problèmes. Un débat qui a eu lieu malgré tout dans le congrès en témoigne. Un amendement du syndicat de la Vienne était soumis au vote, disant comment le gouvernement avait eu tort de parier sur le fait que le patronat jouerait le jeu et sur les conclusions à en tirer ; à mains levées, il obtint 53 % contre l'avis de la direction qui ne recueillait que 32 % pour son rejet. Une chose est le poids de



Rencontre PS-CFDT, le 27 avril 1983.

gros paquets de mandats, une autre est l'avis de la majorité des syndicats...

Au sein même de la majorité fédérale, de plus, un certain nombre de syndicats ont visiblement de plus en plus de doutes sur la capacité à mobiliser, avec la ligne confédérale, pour un véritable changement social...

Une opposition qui s'affirme

En ce qui concerne la démocratie du débat, le congrès de la fédération Hacuitex donnait un exemple à cent lieues qui mériterait d'être suivi. Tous les amendements présentés par les syndicats pouvaient être discutés au congrès, après avis du conseil fédéral qui en avait intégré une grande part. En ce qui concerne « l'analyse du contexte social » — comme le montrent les extraits ci-contre —, beaucoup de militants CFDT peuvent se retrouver dans la résolution générale qui y a été votée. Y compris, et ce n'est pas sa moindre qualité, dans ses aspects de bilan autocritique sur les faiblesses

dans l'activité syndicale ces deux dernières années.

Son secrétaire fédéral, Léon Dion, soulignait l'opposition à la direction confédérale et rappelait les critiques qu'ils s'entendent répéter : ils « en seraient encore à réciter la messe en latin, crispés à proposer des positions maximalistes tournées vers la rupture avec le capitalisme ». Il précisait cependant, à l'opposé de diverses attaques colportées par l'appareil confédéral, qu'ils ne se situaient « pas à l'extérieur de la CFDT » mais qu'ils veulent « s'inscrire dans la confédération pour faire progresser le débat ». Cela était souligné par les positions de syndicats.

En même temps, plusieurs délégués exprimaient les difficultés énormes devant lesquelles se trouvent les militants à mobiliser, en l'absence de propositions d'ensemble des directions confédérales, alors que les travailleurs de la branche sont en butte à une énorme offensive de restructuration capitaliste. Pour certains, cela doit amener à « assouplir » certaines revendications, faute de pouvoir faire mieux.

« Rouge » publiera la semaine prochaine une interview de Léon Dion, secrétaire de la fédération Hacuitex CFDT.

EDF

Premier court-circuit

Pour la direction de la fédération CFDT de l'EDF, la question du « tarif agent » était une belle occasion de mettre en application son orientation pro-confédérale en faveur des « nouvelles solidarités » : en acceptant de voir augmenter le prix du kWh pour les agents EDF et en troquant ce « privilège » contre quelques embauches par exemple... Mais, comme les autres fédérations syndicales de l'EDF, la direction de la CFDT a appelé à la grève du 31 mai (voir page 10).

Son argumentation mérite d'être connue : elle contredit son orientation générale mais n'en est pas moins fort juste.

« A EDF-GDF, qui est responsable des gaspillages dans la gestion ? Qui a imposé ce programme nucléaire qui coûte si cher ? Qui refuse de s'attaquer à réduire les inégalités de salaires, de primes et indemnités de déroulement de carrière, d'avantages occultes ? Ce sont les directions, parfois avec l'appui des autres fédérations... hélas ! (Fait indéniable en ce qui concerne le soutien de la fédération CGT au programme nucléaire - NDLR.)

« Dans le pays, qui est responsable des choix de septembre 1981 en matière de politique énergétique privilégiant le nucléaire ? Qui est responsable d'une politique tarifaire inadaptée ? Qui met "la pédale douce" sur la priorité à l'emploi ? Qui ne parle plus des 35 heures ? Qui a peur de modifier radicalement la fiscalité ? Qui cède au patronat et aux professions libérales ?

« Ce sont hélas, trop souvent, les responsables gouvernementaux qui déçoivent ainsi les travailleurs et prennent le risque d'échouer, car la gauche et le socialisme ne gagneront pas sans mobilisation sociale.

« Trop c'est trop, tous dans l'action le 31 mai au matin. Pour signifier aux directions et au gouvernement que nous ne serons pas les "faire-valoir" de cette fausse lutte contre les inégalités que constitue l'attaque portée à l'avantage en nature du tarif-agent.

« La CFDT agit pour construire de nouvelles solidarités entre les travailleurs et les peuples, mais cela n'a rien à voir avec le nivellement par le bas et l'austérité pour les seuls travailleurs. »

Ce dernier aspect, dans une fédération depuis longtemps désireuse de servir de force pour les revendications et le changement social, souligne une question, aujourd'hui centrale et urgente pour l'ensemble des forces opposées à l'orientation de la direction confédérale : comment avoir les moyens de tracer la voie de la mobilisation de masse, sans laquelle les patrons profitent d'un rapport de forces favorable.

Une alternative « dans la CFDT », oui, cela est à l'ordre du jour. Tous les congrès récents le montrent : environ un tiers des syndicats, comme 90 % de la fédération Hacuitex, veulent que le mouvement syndical soit un instrument pour la lutte de masse. Ce débat, en liaison avec les luttes en cours et à venir, ne peut que se poursuivre.

Pierre Rème

- 1. FGE : CFDT d'EDF-GDF.
- 2. FGTE : fédération CFDT regroupant les cinq branches cheminots, routiers, marins, aériens, équipement, transports urbains.
- 3. SGEN : fédération regroupant tous les personnels salariés de l'Education nationale.
- 4. SNTE : syndicat national travail-emploi, regroupant les personnels de l'inspection du travail et de l'ANPE.
- 5. Hacuitex : habillement, cuirs, textile et blanchisseries.

Cinq questions sur les dernières mobilisations à l'université

LES dernières semaines ont mis au centre de l'actualité des mobilisations étudiantes qui ont surpris plus d'un observateur. Orientées à l'extrême gauche de 1968 à 1976, votant majoritairement Mitterrand en mai 1981, il n'est pas inutile de revenir sur la place que les étudiants occupent

dans la société. Catégorie sociale particulière, on ne peut le classer aussi facilement que les petits commerçants et les professions libérales, parmi ceux qui sont les premiers à descendre dans la rue avec la droite, pour agiter les cas-se-roles, comme au Chili, contre un gouvernement de gauche.

Le milieu étudiant



L'UNIVERSITE représente toujours un privilège pour une minorité de la jeunesse. Seul un jeune sur cinq y a accès et pour une très grande part les enfants des travailleurs en sont exclus. Cependant, le boom des années 50-60 et l'augmentation du nombre d'étudiants de ces trois dernières années entraînent des différenciations qui aboutissent à une certaine hétérogénéité du milieu. Il n'y a plus rien à voir avec celui des années 30, où régnait l'Action française sur ce ghetto d'enfants de riches voués à prendre la succession de Monsieur leur père.

Hétérogène donc, parce qu'un élève d'une grande école, ou un étudiant de droit, n'envisage pas son avenir de la même manière qu'un étudiant de lettres ou de sciences. Ils ne se destinent pas aux mêmes professions, ils ne se reconnaissent pas de la même façon dans la société de leurs parents. Même s'il existe de profondes ressemblances dans leurs statuts sociaux respectifs, la trajectoire qu'ils s'approprient à suivre au sortir de la faculté conditionne déjà leur attitude, leur comportement au sein de l'institution universitaire. D'un côté il y a des filières nobles, médecine, grandes écoles, droit, qui conduisent vers des professions « prestigieuses », et de l'au-

tre des filières moins gratifiantes, plus incertaines du point de vue de l'emploi. C'est ainsi que l'on note, par exemple, que les étudiants de droit votent bien plus nombreux à droite que ceux de lettres.

A cela s'ajoute la sélection qui sévit dès les premières années et qui divise les étudiants en deux catégories. En quatre ans, 40 % d'entre eux sont éliminés de l'université. Ce qui fait qu'un étudiant de premier cycle ne peut avoir les mêmes préoccupations que celui qui atteint la maîtrise.

Enfin, autre élément important de différenciation : l'origine sociale. Tout en restant une faible minorité, les enfants d'ouvriers constituent un peu plus de 10 % des effectifs. Si l'on totalise ce chiffre à celui des employés et des cadres moyens, on arrive à près de 40 % du nombre total d'étudiants. Ce qui veut dire que l'université, tout en restant profondément inégalitaire, connaît cependant une accentuation des différences sociales en son sein, poussant d'ailleurs une frange importante d'étudiants à travailler durant leur scolarité.

Tout ceci concourt à faire des étudiants une couche sociale hétérogène, pouvant avoir des intérêts divergents du fait de ses divisions internes.

Le chômage et l'université

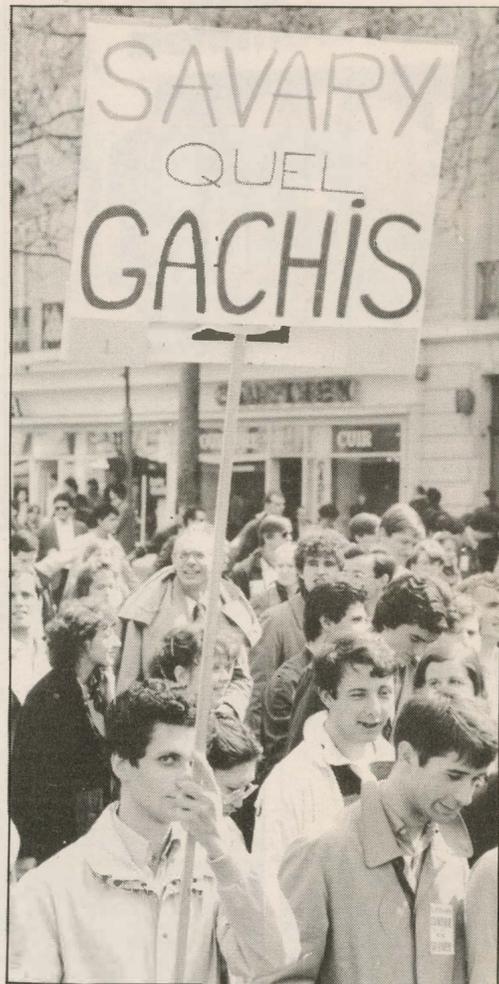
AUJOURD'HUI, la crise du capitalisme pèse sur le milieu étudiant. Si l'on avait pu constater une relative stagnation des effectifs à la fin des années 70, il semble que ceux-ci augmentent de nouveau et de manière significative (3 % par an environ).

L'opinion selon laquelle « plus longtemps on étudie, plus facilement on trouve du travail et plus on est payé » conduit de plus en

plus les jeunes qui en ont la possibilité à rentrer à l'université. La pression du chômage poussé à ne plus voir seulement les facultés comme l'endroit où l'on acquiert un savoir, mais un lieu de protection face à la crise, et qui doit servir à trouver du travail. C'est ainsi que, de plus en plus, les flux s'orientent vers des filières professionnelles qui paraissent déboucher sur un emploi, au détriment de filières dites « culturelles ». La concurrence produite par les

ETUDIANTS 83

Glissement à droite ?



lois du marché tend à pénétrer plus qu'auparavant à l'université, à s'instaurer entre les étudiants et amplifier leurs différenciations. La sélection et l'austérité, deux maux qui vont s'aggravant avec la crise, contribuent à l'atomisation des étudiants. Tous ne vivent pas de la même manière la dégradation des restaurants universitaires, la déliquescence des bourses, la déchéance des bibliothèques universitaires. De même, chacun sait que l'accentuation de la sélection frappe d'avantage les plus défavorisés et donc inquiète plus un étudiant de lettres que celui de droit.

Pourtant, c'est autour de ces deux questions que peuvent se reconstituer à l'étape actuelle les conditions d'un mouvement de masse étudiant.

Dans les années 60, où l'université n'était pas en butte à ces problèmes, il avait fallu la guerre d'Al-

Les objectifs de la droite

P LUS que jamais, une grande masse du milieu cherche une issue face aux difficultés créées par la crise. La bourgeoisie, au lendemain de 1981, et surtout après les municipales, a parfaitement compris l'enjeu que l'université et les étudiants représentent.

Déjà mobilisée sur le front de la défense de l'école privée, elle n'ai-



l'élite. R. Barre et Saunier-Seïté n'ont pas eu peur des mots : ils sont contre le maintien de l'université dans le cadre du service public, parce qu'ils sont contre tout ce qui va dans le sens de l'école unique, publique, laïque, gratuite. C'est pourquoi ils s'opposent à la limitation des frais d'inscription en faculté, au maintien des diplômes nationaux et au financement public.

Le sens est clair : ils sont contre le droit aux études pour tous. Le savoir, la culture et les diplômes doivent conserver leur caractère de privilège, d'exception et de valorisation qui disparaissent si les jeunes qui sortent des universités se retrouvent avec les jeunes prolétaires dans les queues de l'ANPE.

Cependant, si dans la presse et à la tribune de l'Assemblée nationale, l'opposition s'est largement exprimée dans ce sens, l'offensive a également pris d'autres formes, en particulier dans les facultés.

Tout d'abord, les courtoises de transmission de la droite (le CELF, l'UNI, le CNEF) se sont bien gardées d'être aussi explicites et d'aborder aussi franchement les questions. Pour la masse des étudiants, la perspective d'une sélection accrue n'est en effet jamais réjouissante.

S'adaptant le mieux possible au milieu, la réaction a su exploiter les différences de comportement entre les filières et mobiliser sa base en droit et en sciences économiques pour refuser la sélection en cours d'études, laissant ouverte la question du barrage à l'entrée des universités.

En outre, la politique gouvernementale tend à limiter la campagne de la droite. A n'entendre que la tribune du Parlement, on pourrait croire que Savary voulait en finir avec la sélection, la sélection sociale, l'université réservée à une élite. Mais force est de constater qu'à part ces déclarations, rien dans le projet Savary ne permet de retrouver ces belles intentions.

La réforme reprend ouvertement tous les dessins de Saunier-Seïté, insistant davantage sur la professionnalisation, la présence accrue des patrons dans les facultés. Loin de l'abrogation de la sélection, on assiste à la régression des aides de l'Etat aux étudiants et la multiplica-

tion des concours. L'affrontement se réduit donc à un duel superficiel entre une opposition qui n'a jamais eu les moyens d'appliquer sa politique réelle — comme Savary l'a

rappelé avec ironie à R. Barre — et un gouvernement qui reprend les recettes traditionnelles d'adaptation prudente de l'université aux besoins du patronat.

La première manche

INCONTESTABLEMENT, la droite a tiré avantage de son offensive politique. Les mobilisations étudiantes sont apparues, dans leur ensemble, dirigées par les organisations réactionnaires. Celles-ci ont réussi à maintenir le cadre d'une « coordination nationale » qui a annoncé et tenu des initiatives de rue. Sans être massives, elles ont été les plus nombreuses et les plus spectaculaires.

La droite a donc réussi une opération consistant à tisser des liens avec le milieu étudiant. Alors que depuis vingt ans, elle ne comptait que pour partie négligeable, aujourd'hui il faut la considérer comme une force à l'université. Mieux même, elle a imposé l'image d'une force vraiment décidée à se battre contre la réforme Savary et prête à descendre dans la rue. A la rentrée de septembre, il faudra compter avec elle. Mais on ne peut pourtant confondre la masse des étudiants avec les 15 000 manifestants du 24 mai.

Les formations réactionnaires ont toujours disposé d'une base plus ou moins importante selon les périodes, dans des secteurs comme le droit ou des facultés comme Assas. Ce n'est donc pas un hasard si l'on a retrouvé les apprentis-juristes aux premiers rangs des manifestations de la « coordination nationale ». De plus, elle a su s'adresser à une frange d'étudiants parmi les moins politisés, les plus jeunes, allant les chercher jusque dans les lycées et les attirant par ses actions de rue spectaculaires : « La coordination nationale, c'est la baston assurée avec les flics. »

Mais cette offensive a son contre-coup. Chez bon nombre d'étudiants, les déclarations tonitruantes de R. Barre ou de Saunier-Seïté

produisent en réaction un élan de sympathie pour le gouvernement et Savary, estompant le contenu réel de la réforme. Et même ceux qui ont une conscience claire de sa logique refusent de mener des actions qui pourraient être assimilées à celles de la droite.

C'est pourquoi, alors que se sont déroulées, souvent à l'initiative des JCR, des assemblées générales extrêmement massives dans un grand nombre d'universités, se démarquant par des plates-formes et des motions des manœuvres de la réaction, peu ont voté la grève et beaucoup ont hésité et même refusé de manifester. Le rejet de la droite a conduit une grande partie des étudiants à ne pas combattre la réforme Savary. Parfois, dans une même université, des mobilisations parallèles se sont déroulées, avec des AG distinctes en lettres ou en droit, des actions et des prises de position différentes sur le projet de loi.



Le rôle des deux UNEF

On comprend mieux à partir de là les facilités qu'ont rencontrées les deux UNEF pour ne pas organiser la mobilisation. Peu de forces ont voulu contester l'initiative à la droite. Le mouvement ouvrier a plus cherché à se démarquer des manifestations de rue et de la dénonciation de la politique gouvernementale qu'à défendre le plus efficacement possible les revendications étudiantes posées par la réforme Savary.

Les responsabilités des deux UNEF dépassent largement leur poids spécifique. Face à l'offensive de la droite, ces deux organisations sont l'image de la gauche à l'université. L'ensemble des composantes du mouvement ouvrier y sont présentes. Aucune ne pouvant prétendre à elle seule à une quelconque hégémonie sur le milieu étudiant, la division entraîne l'écartèlement et la démobilitation. Même si les deux UNEF ont adopté une attitude différente, — pour l'UNEF-RE, le soutien dévoué et pour l'UNEF-ID le soutien critique —, le résultat est malgré tout identique. Il contribue à accentuer le trouble et la désorientation des étudiants face à la politique gouvernementale et obscurcit les chemins à emprunter pour la combattre.

Certes, l'UNEF-ID, à la différence de l'autre, a sauvé les apparences en manifestant le 24 mai. Mais par cette opération d'appareil, elle confirme qu'elle ne peut à elle seule organiser une vaste mobilisation et que la droite avait une longueur d'avance en ce domaine. De même, sa position consistant à s'interroger sur certains points de la réforme sans en remettre en cause la logique ne pouvait guère inciter au combat contre le projet gouvernemental.

La grande masse des étudiants se trouve donc dans une situation semblable, au moins sur un point, avec les travailleurs : pour vaincre sur les revendications, il lui faut en même temps combattre une politique gouvernementale et construire ses propres moyens de mobilisation. A quoi s'ajoute la nécessité de combattre dans ses rangs l'offensive de la réaction.

A plusieurs reprises dans ces luttes, est apparue la perspective de se dégrader d'une emprise encore marginale de la droite et de se doter de sa propre direction, sa propre grève et sa propre coordination. A la rentrée, lorsque le problème de l'austérité se posera en même temps que la réforme, il faudra toute la force des assemblées générales pour imposer une orientation démocratique et indépendante et faire entendre les revendications.

Serge Emery

Commerçants, paysans, médecins...

le puzzle des couches moyennes

EN « mai 68 à l'envers », s'exclamaient les mass media en voyant défilier ces dernières semaines les « couches moyennes » dans les rues de Paris.

L'expression vaut au moins un rappel : en mai 1968, c'est par centaines de milliers que se rassemblèrent les manifestants, à l'appel des gaullistes, sur les Champs-Élysées. Contre la classe ouvrière en grève générale, la révolte étudiante qui faisait tressaillir le vieux monde, le pouvoir s'appuyait sur la multitude des couches intermédiaires pour faire contrefeu. La bourgeoisie française a de vieilles habitudes en ce domaine. Elle a assis sa domination sur la classe ouvrière, en accordant des miettes à la « petite bourgeoisie ».

Comme pour la catégorie « employés », qui dans les trente dernières années a rejoint les rangs du prolétariat dans sa grande majorité, ces couches sont le témoignage vivant d'un processus qui modifie quelque peu l'image de la « petite bourgeoisie » traditionnelle.

Toujours en 1980, les salariés agricoles (1,3 %); les employés (6,8 %), les ouvriers (35,3 %), les personnels de services (6,5 %) constituaient 59,9 % de la population active. Les comparaisons méritent un seul commentaire : le poids des travailleurs est sans conteste supérieur (environ deux tiers/un tiers) au poids social de la « petite bourgeoisie ».

La vérité des chiffres Sur quel poids social peut s'appuyer cette politique ? Les chiffres de l'INSEE « répartition de la population active par catégorie socio-professionnelle » en donnent une idée. Même s'ils doivent être maniés avec des pincettes. Il n'y a pas de bulletin de vote « droite » ou « gauche », attaché à tous ceux qui constituent chaque catégorie sociale...

En 1980, les patrons de l'industrie et du commerce représentaient 8,1 % de la population active, les professions libérales et cadres supérieurs 8,4 %, les exploitants agricoles 7,3 %, 23,8 % si l'on additionne les trois catégories (avec les précautions rappelées ci-dessus).

Face aux couches moyennes, la classe ouvrière a toutes les raisons de montrer qu'il est responsable des maux dont elles se plaignent. Ce ne sont pas les travailleurs qui ont inventé la TVA, les montants compensatoires monétaires, ni le déficit du commerce extérieur. Pas plus que les crédits insuffisants pour l'équipement des hôpitaux et la création de postes médicaux, ou la sélection accrue dans les universités sans débouchés garantis.

Ces chiffres remettent certaines agitations à leur place, en même temps qu'ils nous incitent à peser sur la mobilisation de ces couches, pour déjouer les manœuvres de la droite.

Face aux couches moyennes, la classe ouvrière a toutes les raisons de montrer qu'il est responsable des maux dont elles se plaignent. Ce ne sont pas les travailleurs qui ont inventé la TVA, les montants compensatoires monétaires, ni le déficit du commerce extérieur. Pas plus que les crédits insuffisants pour l'équipement des hôpitaux et la création de postes médicaux, ou la sélection accrue dans les universités sans débouchés garantis.

Ces chiffres remettent certaines agitations à leur place, en même temps qu'ils nous incitent à peser sur la mobilisation de ces couches, pour déjouer les manœuvres de la droite.





SUITE DE LA PAGE 9

pas d'intérêt commun entre l'exploitant agricole en Champagne, spécialisé dans la production de vins de luxe, et le petit agriculteur qui gagne avec peine le minimum vital. L'importance de l'exode rural de ces dernières années est une des sanctions évidentes de ces différences. L'existence dans les campagnes d'organisations liées au mouvement ouvrier (CNSTP, MODEF...) en est une des conséquences.

La somme des différences

Le paysage est différent si l'on jette un œil sur ceux que l'on regroupe habituellement sous l'étiquette « artisans et commerçants ». L'existence d'organisations liées au mouvement ouvrier, à la différence des paysans, y est nulle. Ils préfèrent défendre le système actuel, se maintenir à leur place de « distributeurs » de richesses créées par d'autres à l'usine ou à la campagne et tendent même à chercher le retour au bon vieux temps du commerce florissant, d'où les tendances réactionnaires de ceux qui s'en font les porte-parole, SNPMI, CGPME, CID-UNATI, et leurs liens vindicatifs avec le grand patronat.

La situation est encore autre dans le milieu médical. Le problème est réglé en ce qui concerne les « patrons », « mandarins » hospitaliers : ils sont acquis bec et ongles à la défense de l'ordre bourgeois. Les médecins hospitaliers, internes, chefs de clinique, sont, eux, traversés de courants contraires. Certains sont conscients de la crise de l'institution médicale et y recherchent des solutions dans le développement d'une réelle santé publique. D'autres, attirés par les privilèges de la médecine dite libérale, défendent en tout temps une médecine de privilégiés, pour en tirer le maximum de rapport.

Le Figaro Magazine, repaire de la nouvelle droite, a beau titrer sur « le front universitaire enseignants-étudiants » ou le « front du refus des classes moyennes », c'est un front divisé, dont le Figaro masque les différences en ne citant que les organisations clairement à droite qui y sévissent.

Notre démarche est strictement inverse. Parce que notre but premier est de rassembler la classe ouvrière sur ses revendications, nous n'avons pas pour objectif d'unifier la « petite bourgeoisie » victime de la crise.

• Nous soutenons, au sein de ces couches, les revendications qui ne sont pas contradictoires avec la défense des intérêts ouvriers tout

en condamnant clairement les autres.

• Chez les médecins, nous appuyons la revendication d'un statut unique du médecin hospitalier, tout en rejetant le « droit de dépassement d'honoraires » comme béquille de la médecine libérale.

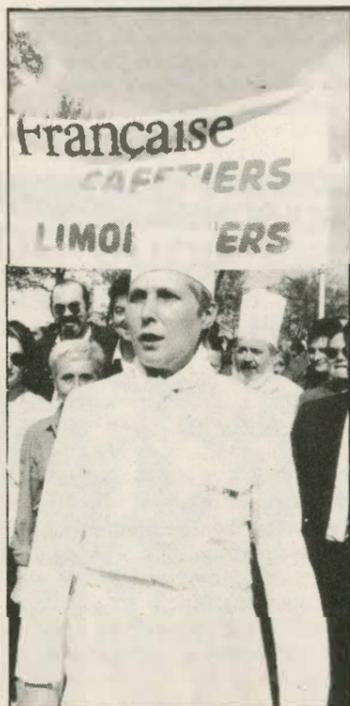
• Chez les paysans, nous sommes pour la construction des organisations liées au mouvement ouvrier, clairement délimitées de la FNSEA, domaine des grands propriétaires terriens...

• Face aux mobilisations des commerçants, nous soutenons le contrôle des prix, contre lequel leurs organisations mobilisent. Tout en expliquant que nous frapperions les grands trusts de la distribution, commanditaires des halles et autres maquignons en les différenciant des petits commerçants...

C'est là une démarche qui divise ces couches, bien sûr. Simplement parce que notre but est d'unifier la classe ouvrière en rassemblant autour d'elle une partie des couches moyennes de la « petite bourgeoisie » dont les revendications peuvent s'allier à celles des travailleurs, en neutralisant la plus grande partie possible de ceux qui servent de troupes aux manœuvres du patronat.

Car c'est bien, en fin de compte, la mobilisation massive de la classe ouvrière qui poussera la « petite bourgeoisie » à choisir. Et à rompre autant que faire se peut ses liens avec le capital.

Michel Morel



Manifestation EDF-GDF à Paris le 31 mai 1983.



FAIENCERIE HENRIOT QUIMPER

La Datar: experte en licenciement

La direction des faïenceries Henriot à Quimper a déposé son bilan le 28 avril. Le soir même, les travailleurs et travailleuses (80 % de femmes) occupaient l'entreprise. Jeudi 26 mai, les chiffres tombaient : 78 licenciements sur les 200 emplois à la date du dépôt de bilan.

Dans un silence de mort, les travailleurs d'Henriot contraignaient le patron à lire lui-même la liste des licenciés nom par nom, à la réunion du comité d'entreprise à laquelle tous assistaient. Dès le matin, ils avaient séquestré le syndic de faillite et la direction.

Après la stupeur, c'était la colère : les pièces de faïences et les dossiers volaient dans les bureaux et les couloirs de la direction.

Vendredi 27, une manifestation à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN, du PS, du PC, du PSU, de la LCR et de l'UDB rassemblait huit cents personnes devant les portes des faïenceries. Et les travailleurs d'Henriot ont refait des « visites ». Malgré les portes fermées, ils ont fait des découvertes : au conseil général, une note de la DATAR en date du 22 mars (un mois avant le dépôt de bilan) recommandait au président de ce conseil (droite) un « remède de cheval » pour HB-Henriot avec réduction de l'effectif jusqu'à 60 à 80 personnes. A l'antenne de la DATAR, ils ont récupéré l'enregistrement d'une conversation téléphonique récente : un patron se portait preneur de l'entreprise... à condition que tous les travailleurs soient licen-

EDF

Une grève haute tension

GREVE de l'EDF la plus importante depuis une quinzaine d'années : 90 % des travailleurs participaient au mouvement, une manifestation de 10 000 agents dans les rues de Paris contre la remise en cause des avantages acquis.

Plusieurs syndicats CFDT et FO s'étaient joints à la manifestation appelée par la CGT, seule au départ. Une manifestation calme, le mot d'ordre central de la CGT « Oui au progrès social, non à la régression » n'entraînait visiblement pas l'enthousiasme. Plusieurs cortèges reprenaient par contre des mots d'ordre

contre l'austérité à l'initiative notamment des syndicats CFDT.

La droite et le CNPF hurlent... contre les travailleurs qui « indifférents à la solidarité osent défendre leurs privilèges ». Cela ne pourra que renforcer les travailleurs de l'EDF dans leurs certitudes exprimées massivement dans la rue : « Pas question de laisser passer les attaques contre nos acquis ».

Un nouvel avertissement des travailleurs au gouvernement. « Nous ne paierons pas les frais de l'austérité. »

M. M.

SNCF-LONGWY

Les roulants occupent

LES roulants du dépôt SNCF de Longwy sont en grève à 80 % depuis le 27 mai, pour des effectifs supplémentaires avec nomination sur place, l'amélioration des conditions de travail avec maintien de deux agents sur les machines non adaptées à la conduite à agent seul. A terme, la direction SNCF veut fermer le dépôt dans une région qui subit de plein fouet la restructuration de la sidérurgie. Les grévistes ont occupé le dépôt et bloqué tout le trafic local, forts de l'unité syndicale CFDT-CGT-FGAAC. Le sous-préfet a promis l'ouverture de négociations

et l'assurance d'une audience au ministère des Transports, si le trafic de fonte était rétabli. Ceci sous la pression d'Usinor menaçant d'étendre le chômage technique dans la sidérurgie. Mais la direction régionale de la SNCF estime les revendications inacceptables, compte tenu du plan de rigueur et de ses 1 500 suppressions d'emplois au niveau national.

Les travailleurs attendent donc une intervention du ministère des Transports tout en se donnant les moyens d'être entendus.

Correspondant

Interview du président de la FASTI

La parité français-immigrés une règle

LE 9^e Congrès de la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) s'est tenu les 21, 22 et 23 mai (voir *Rouge* n° 1065). Michel Le-franc, président de la FASTI, a bien voulu répondre à nos questions.

● D'où vient la FASTI ?

Elle est née au début des années soixante. En période d'expansion économique et d'afflux des travailleurs immigrés, appelés par le patronat pour répondre à ses besoins en main-d'œuvre « à bon marché ». Un certain nombre de militants syndicalistes militants de la CFDT d'alors — qui allait devenir la CFDT — origi-

naires du « courant chrétien », de la JOC (Jeunesse ouvrière catholique) de l'ACO (Action catholique ouvrière), se sont aperçus que les travailleurs immigrés intégrés dans l'entreprise par les syndicats étaient « laissés pour compte » en dehors du lieu de travail alors qu'ils se confrontaient à nombre de problèmes. De l'alphabétisation aux démêlés avec les règlements de la Sécurité sociale, en passant par tous les problèmes financiers et matériels qui découlaient de la multiplication des « foyers », où ils devaient s'entasser pour reproduire leur force de travail... C'est de ce constat que sont nées les premières ASTI dans la région parisienne ; elles cherchaient à répondre à cette lacune.

● Une démarche d'assistance en quelque sorte ?

Effectivement, mais cette faiblesse a été rapidement dépassée, pour plusieurs raisons. Ceux qui étaient à l'origine étaient des militants syndicaux. Attentifs donc à mettre l'organisation sur les rails de la solidarité ouvrière. Et l'organisation se développant, les travailleurs immigrés ont tenu à y prendre leur place à part entière. On peut dire en quelque sorte que ce sont les immigrés qui ont « sauvé » les ASTI. Certaines ASTI qui maintenaient leur conception paternaliste sont parties. Aujourd'hui (depuis 1975), la parité Français et immigrés dans les ins-

tances de direction de la FASTI est une de nos règles de fonctionnement.

● A l'époque, la droite étant au gouvernement, quelle était votre position ?

Notre action de solidarité au sein des associations nous a évidemment mêlés « aux premières loges » aux luttes des travailleurs immigrés, tant sur les problèmes de logement que de la répression (circulaire Marcellin-Fontanet) ou des luttes ouvrières telles que Chausson, Pennaroya, les Câbles de Lyon à dominante immigrée. Cela a renforcé la prise de conscience et les choix d'orientation de la FASTI, comme organisation de classe.

● Peut-on dire que la FASTI est également une organisation anti-impérialiste ?

Oui, nos textes d'orientation sont clairs sur ce point. Le racisme courant — « les Français d'abord, les immigrés sont la cause du chômage » — nous a contraint à approfondir notre réflexion pour mieux lutter contre. Nous avons, par là même, démontré comment la politique impérialiste des pays industrialisés, vis-à-vis des pays dominés dits du « tiers monde », est aussi la cause de l'immigration des travailleurs qui viennent chercher subsistance dans les métropoles impérialistes, sans guère de chance de retour. Certains sont là depuis vingt-cinq ans !

● Quelle est votre appréciation du « changement » depuis mai 1981 ?

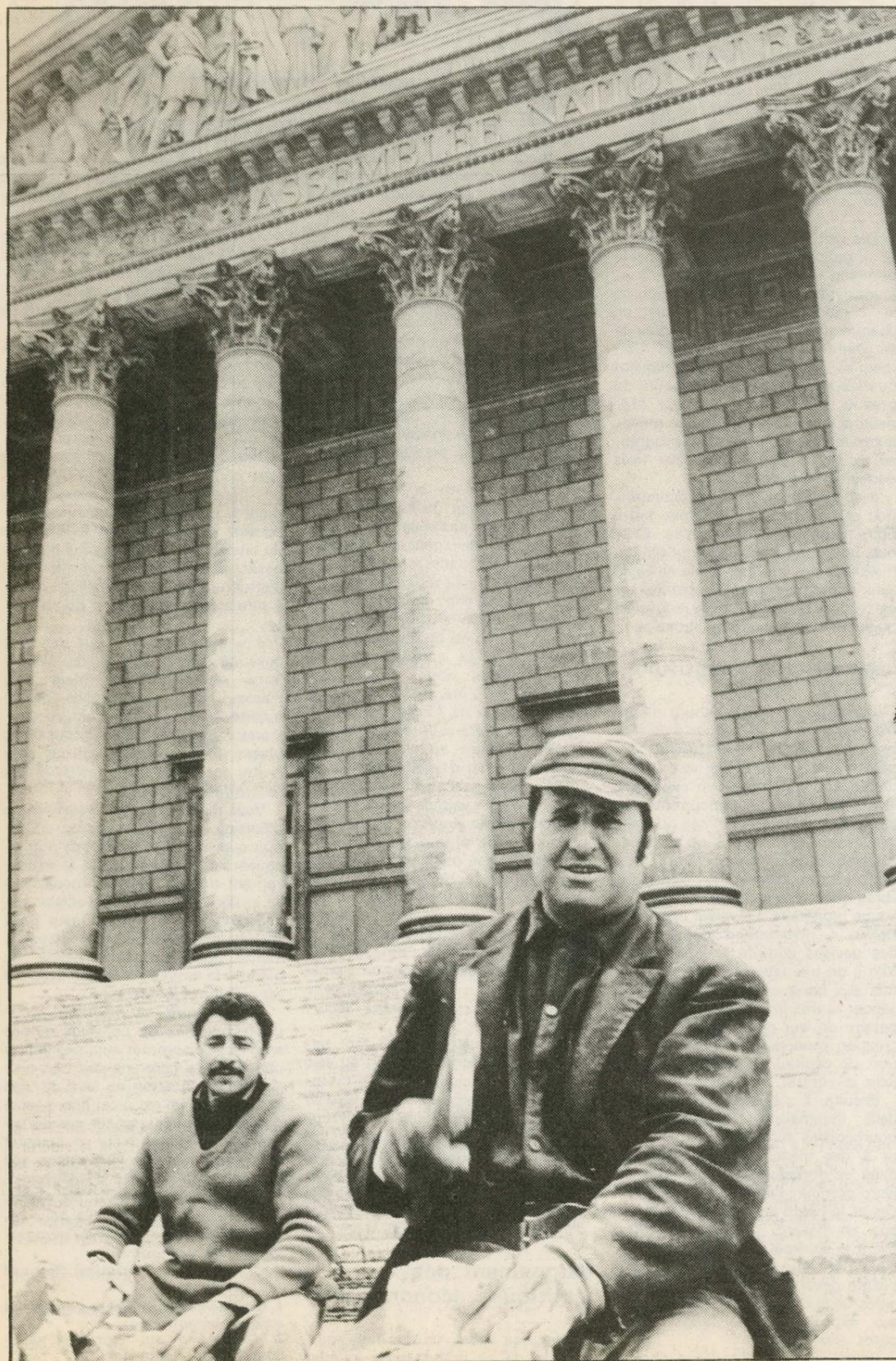
Des mesures ont certes été prises dans un premier temps. Certaines

très positives, telles que le droit d'association. D'autres traduisant une amélioration comme la procédure de régularisation exceptionnelle des sans-papiers, même si elles étaient loin de ce qui avait été promis, la carte unique par exemple. Et puis plus rien. Nous pensons que la tendance la plus forte au gouvernement aujourd'hui est celle de la répression traditionnelle contre les immigrés.

Ce qui est grave, c'est que la dé-mobilisation est totale depuis mai 1981. Avant, nous faisons l'unanimité dans les mobilisations contre la droite. Aujourd'hui, beaucoup pensent qu'*il ne faut pas faire de vagues pour ne pas gêner le gouvernement*. Pour notre part, nous ne sommes liés à personne. Nous sommes de plus en plus convaincus que c'est une très mauvaise tactique de ne pas se mobiliser pour arracher les droits et revendications. Car, même si on peut gêner le gouvernement en se mobilisant, on maintient avant tout une mobilisation contre la droite. Ne pas le faire — qui n'en est pas conscient aujourd'hui — lui laisse avant tout le champ libre pour ses manœuvres racistes...

Notre dernier congrès a donc donné toute sa place à l'appel à une mobilisation unitaire et massive, contre le racisme, pour les nouveaux droits des immigrés. Nous devons tous être conscients que la population immigrée est aujourd'hui une donnée structurelle dans la population de ce pays. Les coups qui lui sont portés présagent toujours d'attaques plus vastes contre l'ensemble des travailleurs. C'est bien pourquoi la mobilisation unitaire des travailleurs français et immigrés est, disons le mot, vitale.

Propos recueillis par Michel Morel



REPRESSION

Sept soldats sont aux arrêts sur ordre de Charles Hernu

LEUR crime est simple : le 1^{er} Mai, avec une trentaine de leurs camarades, ils ont manifesté dans les cortèges ouvriers. Le matin avec FO, l'après-midi avec la CGT, la CFDT et la FEN. Certains d'entre eux étaient en uniforme, et c'est ce qui vaut aujourd'hui vingt jours d'arrêts à sept otages, pris au hasard des fines déductions des liemiers de la DPSD, l'ex-sécurité militaire.

Fait remarquable cette année, les colonels ont évité toute initiative dans un premier temps, attendant la circulaire du ministre fixant le barème. Il est hélas à craindre que d'autres soldats soient à leur tour frappés si le mouvement ouvrier ne contraint pas Hernu à plus de modération, lui qui aurait pourtant tant à faire s'il voulait bien se donner la peine de suivre de plus près les activités antidémocratiques de ses protégés du GIGN.

Rien n'est donc plus urgent que de renforcer la mobilisation de solidarité dans les villes de garnison et dans les villes d'origine des sept dernières victimes d'Hernu :

● François Leroy, originaire de Paris, aux arrêts à Rochefort depuis le 13 mai.

● Denis Guillaumin, originaire de Lyon, aux arrêts à la base aérienne d'Aulnat depuis le 16 mai.

● Christophe Bonnet, originaire de Paris, aux arrêts au 60^e RI à Lons-le-Saulnier depuis le 16 mai.

● Jean-Pierre Lavignasse, originaire de Louviers, aux arrêts au 12^e RCH à Sedan depuis le 19 mai.

● Christian Gourdin, aux arrêts à la base aérienne du Mont-d'Or depuis le 19 mai.

● Jean-Louis Godet, originaire de Paris, aux arrêts au 8^e RH d'Altkirch (Alsace) depuis le 19 mai.

● Etienne Patoor, originaire de Metz, aux arrêts au 13^e RG de Trèves (RFA) depuis le 19 mai.

Pour obtenir la levée immédiate de ces sanctions et en éviter à d'autres soldats, signez et faites signer massivement la carte postale adressée à F. Mitterrand à l'initiative du collectif des soldats.

J.-L. M.

GRANDE — BRETAGNE

Elections à la sauvette

UN an avant la date normale, des élections générales doivent se dérouler le 9 juin en Grande-Bretagne. C'est Margaret Thatcher qui en a pris l'initiative. Tous les sondages donnent les conservateurs largement en tête. On peut s'en étonner au vu de leur bilan. Sous les coups de l'austérité appliquée depuis mai 1979, la production industrielle est tombée à son niveau le plus bas depuis quinze ans, le nombre de chômeurs dépasse les trois millions (12 % des effectifs industriels) et les plus vieilles conquêtes syndicales ont été remises en cause. Le programme des « tories » ne laisse, en outre, aucun doute sur l'avenir. Il annonce la poursuite de l'offensive anti-ouvrière, une nouvelle vague de dénationalisations et accorde toujours la priorité à la lutte contre l'inflation en ne prévoyant aucune mesure pour endiguer le chômage.

Si la « dame de fer » s'est décidée à organiser des élections « à la sauvette », c'est qu'elle bénéficie d'une conjoncture favorable. L'inflation est revenue à 4 % et divers éléments laissent envisager une petite reprise économique. Mais la situation devrait se dégrader de nouveau dans les prochains mois. On prévoit ainsi une relance de la spirale inflationniste et un nouvel accroissement — de l'ordre de 200 000 personnes — du nombre des sans-emploi. Face à ces sombres perspectives qui réduisent à néant sa propagande sur le succès des orientations monétaristes, Thatcher se devait de précipiter les échéances.

A l'évidence, le principal élément de force de la droite britannique c'est la faiblesse de ses adversaires. Le Labour Party est en proie à des graves dissensions. Son aile gauche a obtenu d'importants succès, imposant notamment un programme d'allure radicale et une modification des normes de fonctionnement interne. Sentant leurs prérogatives et les bases d'une collaboration harmonieuse avec la bourgeoisie menacées, la droite travailliste et les notables ont déclenché une vigoureuse contre-offensive. Certains courants de gauche, fortement implantés à la base du parti, ont même été exclus.

Mais le Labour s'est surtout illustré par son incapacité à offrir à la classe ouvrière de réelles perspectives de riposte aux attaques de la bourgeoisie. Ses documents programmatiques restent étroitement dépendants de l'issue du scrutin. Promettre la création de 2,5 millions de postes de travail et l'étatisation de certains secteurs clés s'avère totalement insuffisant lorsque sur le terrain le mouvement ouvrier se montre impuissant à trouver le chemin d'une action d'ensemble. La plupart des grandes luttes contre les restructurations industrielles sont restées isolées, se soldant souvent par des défaites, comme dans la sidérurgie ou les chemins de fer.

Ces faiblesses, accentuées par les capitulations des directions syndicales, ont eu de funestes effets. Le nombre des grèves est descendu à son niveau le plus bas depuis de nombreuses années. Et les augmentations de salaires demeurent en moyenne très inférieures au taux d'inflation.

Ajoutons enfin que la désorientation des rangs ouvriers a été portée à son comble par l'attitude des responsables travaillistes lors de la guerre des Malouines. En soutenant l'expédition coloniale de Londres, ceux-ci permirent aux conservateurs de redorer un blason passablement terni. Ce qui ne pouvait, en retour, qu'influer sur les rapports de forces électoraux.

EN appelant les Britanniques aux urnes, Thatcher cherche à consolider l'autorité de son régime, dans la perspective de prochains affrontements politiques. L'un des premiers tests sera, de ce point de vue, le déploiement, cet automne, de 160 missiles de croisière américains. Le Premier ministre a fait de la fidélité à l'Alliance atlantique l'un de ses thèmes favoris au cours de la campagne, s'opposant violemment au désarmement unilatéral prôné par les travaillistes. Le succès probable des « tories » n'aura vraisemblablement que peu d'effets sur un mouvement antiguerre capable, au cours des derniers mois, de mobiliser des centaines de milliers de personnes.

Sur le terrain social, les conservateurs risquent de n'obtenir qu'une victoire à la Pyrrhus. Privés d'issues institutionnelles à court terme, de nombreux secteurs ouvriers risquent d'être tentés de recourir à des luttes dures pour faire triompher leurs revendications et défendre leurs droits. Ce n'est donc pas sans quelques raisons que Michael Foot, le leader du Labour, peut pronostiquer des « explosions sociales » si la même gestion se poursuit durant encore quatre ou cinq ans.

Christian Picquet



● Le sommet de Williamsburg n'aura pas servi à sortir le vieux monde de sa crise mais il aura reflété les rapports de forces entre puissances capitalistes

La loi du plus fort

Dessin de Plantu, tiré du « Monde » du 1^{er} juin.

NOUS discussions nous donnent un sentiment de confiance dans la perspective de la reprise. Cette phrase extraite du communiqué final donne bien le ton du sommet des sept chefs d'Etat et de gouvernement des principaux pays capitalistes qui se sont réunis du 28 au 30 mai à Williamsburg.

En dépit de cette tonalité optimiste, c'est avec pour toile de fond une crise économique sans cesse plus profonde que s'est déroulé cet événement. La relance dont on parle tant actuellement, notamment aux Etats-Unis, n'est que conjoncturelle (voir Rouge du 27 mai).

Le quotidien patronal les Echos écrivait ainsi le 19 mai : « Les plus prudents des économistes internationaux qui annonçaient un redémarrage laborieux de l'activité économique voient leurs prévisions confirmées par les derniers indices aux Etats-Unis, en RFA et en Grande-Bretagne où la production industrielle est retombée de 0,9 % en mars. Si la reprise dure plus d'un printemps, elle restera molle... »

Les chiffres donnent raison à cette appréciation. Aux USA, dans le domaine de la construction — toujours déterminant pour l'évolution de la conjoncture —, les mises en chantier viennent de baisser pour la deuxième fois consécutive. En Allemagne, les statistiques indiquent que les investissements au cours du premier trimestre sont restés inférieurs à leur niveau de l'année précédente et que les faillites ont progressé de 33 % par rapport aux trois derniers mois de 1982.

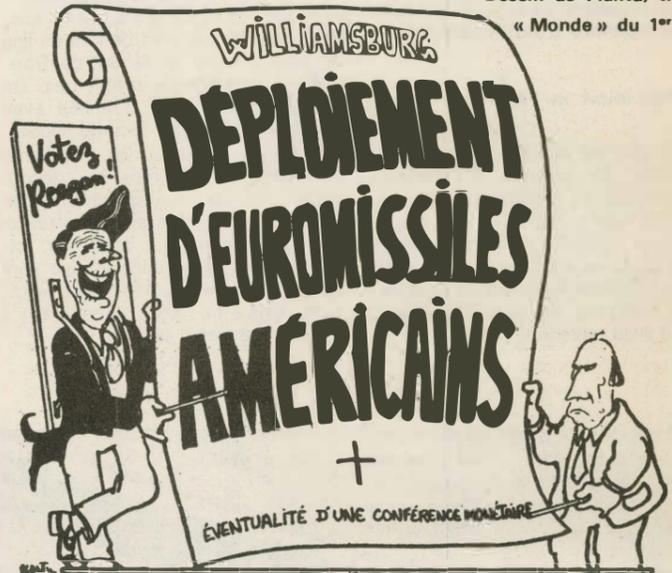
Il en résulte une guerre économique et commerciale acharnée entre Etats capitalistes développés. Chaque bourgeoisie entend profiter, au mieux de ses intérêts, d'une éclaircie sans doute passagère et cherche sur cette base à conquérir de nouvelles positions sur le marché mondial.

« America is beautiful »

A cet égard, Williamsburg n'aura fait que traduire les rapports de forces en présence. Les Etats-Unis déploient une politique qui vise à restaurer leur suprématie en exportant leur crise chez les concurrents les plus proches. Reagan et ses conseillers avaient dès lors à ce sommet deux objectifs principaux. En premier lieu, ils entendaient garder les mains libres quant à la conduite de leur politique monétaire. La valeur élevée du Dollar — phénomène qui soumet des devises comme le Franc ou le Yen à de très vives tensions — permet aux banques américaines de financer le très important déficit budgétaire de leur pays, sans excès de création monétaire et grâce à l'apport de capitaux flottants étrangers (voir ci-contre).

Ensuite, il s'agissait pour la citadelle impérialiste d'empêcher les bourgeoisies européennes de recourir à des mesures protectionnistes dans les domaines où l'Amérique du Nord domine : l'agriculture, les services et la haute technologie. Ce n'est pas un hasard si, quelques jours avant le sommet, les autorités d'outre-Atlantique ont déposé une plainte devant le GATT (1) contre les aides de la communauté européenne aux exportateurs de farine et de pâtes alimentaires.

Pour l'essentiel, Reagan a obtenu



satisfaction. Il n'a souscrit aucun engagement sur les taux d'intérêt et a, par contre, obtenu des participants qu'il subordonnent leurs objectifs économiques à la reprise outre-Atlantique : « Le défi que les démocraties industrielles doivent relever est d'assurer que cette reprise se concrétise ». A propos du commerce, les vœux de Washington ont été exaucés. La déclaration finale permet de limiter les capacités de riposte des firmes du vieux continent à l'offensive US : « Nous nous engageons à donner un coup d'arrêt au protectionnisme. » Gageons que cette position de principe ne s'appliquera jamais aux pratiques du capital américain.

Certes, l'hôte de la Maison-Blanche se devait de faire des concessions à ses partenaires pour éviter que les divergences d'intérêts n'apparaissent dans toute leur ampleur. Ce qui aurait réduit l'impact de la position des sept sur les questions de défense. On a donc avancé la perspective d'une étude des problèmes monétaires au plus haut niveau : « Nous avons invité les ministres des Finances (...) à définir les conditions de l'amélioration du système monétaire international... »

N'en déplaise au chef de l'Etat français qui fait de cette formule un succès personnel, les termes sont suffisamment vagues pour n'avoir aucune conséquence pratique. Rappelons qu'une phrase similaire avait déjà été incluse dans les conclusions du sommet de Versailles en 1982. Avec les suites que l'on sait. D'ailleurs, les feux de Williamsburg étaient à peine éteints que Donald Regan, le secrétaire américain au Trésor, s'empressait de proclamer cyniquement : « La conférence monétaire n'est nullement acquise. »

Le succès reaganien ne met pas un terme à la confrontation au sein du monde occidental. Celle-ci reprendra avec encore plus de vigueur lors des prochaines échéances internationales. Il reste que les Etats-Unis sortent du sommet en ayant prouvé qu'en dépit de leur déclin ils demeurent la première puissance impérialiste et qu'ils disposent des moyens d'imposer leur loi à leurs a liés.

Alignement des politiques économiques

Dans ce cadre, un des faits marquants de ce grand show mondial

aura été l'alignement complet de tous les gouvernants sur les mêmes orientations économiques. Le texte final du sommet est de ce point de vue limpide : « Nous devons tous nous efforcer d'atteindre et de maintenir un taux d'inflation faible (...) Nous renouvelons notre engagement de réduire les déficits structurels, notamment en freinant la croissance des dépenses. »

Tous les protagonistes se sont donc accordés sur le fait qu'il n'existerait qu'une orientation pour sortir le capitalisme de sa crise : celle qui est appliquée à Londres ou Washington et qui consiste, pour restaurer les profits des possédants, à prioriser la lutte contre l'inflation et la réduction des dépenses sociales. L'expérience montre que de telles mesures conduisent inéluctablement à la baisse du niveau de vie de la population laborieuse et à la multiplication des restructurations industrielles, c'est-à-dire à un accroissement du chômage.

Il y aura l'an prochain dans les pays de l'OCDE (2) plus de 35 millions de chômeurs. Mais cela n'émeut guère les grands de ce monde qui ne mentionnent ce douloureux problème qu'au détour d'une phrase. Et encore, ce n'est que pour inciter les Etats à « multiplier les possibilités d'emploi ».

Voilà qui démontre aux travailleurs d'Europe, des Etats-Unis ou du Japon que, derrière les propos euphoriques sur la reprise, c'est le renforcement des attaques patronales qui se profile. Voilà aussi qui éclaire singulièrement le plan de rigueur français. La délégation de notre pays n'a même pas éprouvé le besoin de prendre la moindre distance avec cet aspect de la conférence.

Williamsburg ne résoudra aucun des problèmes de ce vieux monde en crise. Ce sommet aura néanmoins permis de se faire une idée plus précise de la situation au sein du bloc impérialiste. On est à cet égard tenté de reprendre le jugement que portait François Mitterrand sur le sommet de Rambouillet en 1975, dans son ouvrage *L'Abeille et l'Architecte* : « On s'effraie que tant de grands prêtres se soient associés pour célébrer le mariage verbal du péremptoire et du dérisoire. »

Christian Picquet

1. Organisme chargé de la gestion des accords commerciaux.
2. Organisme qui regroupe vingt-quatre pays capitalistes.

L'Otan jusqu'au Pacifique



• Les sept ne se sont vraiment accordés que sur leurs préparatifs bellicistes.

SIGNE des temps, les participants au dernier sommet n'auront véritablement manifesté leurs convergences que sur un terrain : la politique de la défense et les rapports Est-Ouest. La signification de cet accord est à la mesure de son caractère spectaculaire. C'est en effet la première fois qu'une rencontre internationale de ce type débouche sur une telle déclaration.

Aucun doute n'est permis. Le communiqué des Sept constitue un pas décisif dans la concrétisation des préparatifs guerriers de l'impérialisme. Nul ne s'étonnera du fait qu'il ait été élaboré sur l'injonction du chef de l'exécutif américain. Ronald Reagan n'a jamais fait mystère de son intention de rétablir la puissance militaire des Etats-Unis et de mettre l'Union soviétique à genoux en l'entraînant dans une course aux armements ruineuse et désagréable.

La déclaration de Williamsburg répond dans ce cadre à trois objectifs.

1 Grâce à cette démonstration d'unité, les représentants américains aux négociations de Genève sur les armements stra-

tégiques et les fusées à portée intermédiaire ont reçu l'aval de l'ensemble de l'alliance impérialiste : « Des propositions ont été avancées du côté occidental pour parvenir à des résultats positifs dans les différentes négociations internationales. » L'« option zéro » avancée par Reagan n'est pas, en tant que telle, mentionnée mais le résultat ne diffère pas : les Sept appuient unanimement les « déploiements prévus des systèmes américains en Europe à la fin de l'année 1983 ».

2 Plus profondément, le communiqué vise à accroître l'engagement des principales puissances de l'Ouest dans l'effort de surarmement impulsé par Washington. « Nous maintiendrons une force militaire suffisante pour dissuader toute attaque et pour faire face à toute menace et pour assurer la paix », est-il indiqué. Il s'agit là d'un vieil objectif de la citadelle impérialiste. La production intensive d'engins de destruction répond aux besoins du big business dans sa recherche de nouveaux débouchés économiques et favorise la reconstitution de l'hégémonie US sur le

monde libre. Mais elle est aussi à l'origine d'un très lourd déficit budgétaire. En faisant publiquement partager un tel but à ses alliés, Reagan veut alléger son propre effort militaire.

3 Mais surtout, ce qui est devenu le fait majeur de Williamsburg marque une extension de la zone de compétence de l'Alliance atlantique. « La sécurité de nos pays, proclame sans ambiguïtés la déclaration commune, est indivisible et doit être vue sur une base globale. » Si les mots ont un sens, cette phrase implique que, du Pacifique à l'Atlantique, tous les Etats situés dans l'orbite occidentale constituent désormais un unique théâtre d'opération pour un bloc impérialiste unifié et placé sous le leadership américain. Cela entraînera une coordination de plus en plus étroite de toutes les expéditions et manœuvres contre-révolutionnaires à travers le monde.

La délégation française au sommet a manifesté quelque embarras lorsque le document sur la défense a été rendu public. Claude Cheysson s'est voulu rassurant : « En aucun cas, nous n'accepterons l'extension de l'Alliance atlantique, ni géographiquement, ni fonctionnellement, ni vers d'autres régions comme le tiers monde, ni pour les affaires économiques. » Mais les faits et les dénégations de nos gouvernants ne peuvent modifier le sens d'un texte.

On comprend les difficultés qu'éprouve Mitterrand pour justifier sa signature. Ce sont en effet les proclamations d'indépendance de la force nucléaire française qui sont réduites à néant. Et le basculement atlantiste de notre diplomatie ne peut plus être mis en doute. Les re-mous risquent d'être sérieux dans la

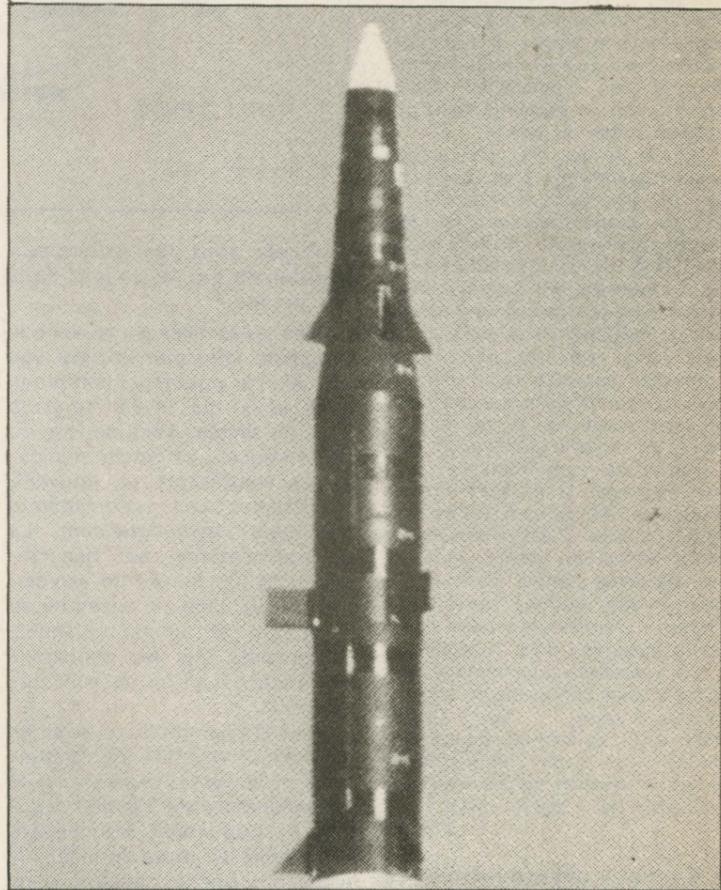
majorité, comme l'illustre la première prise de position du PCF (voir page 4).

Il n'en demeure pas moins que c'est en fonction d'une logique développée depuis deux ans que le

chef de l'Etat a paraphé le texte des Sept. Comme le reconnaît d'ailleurs Cheysson lui-même, il eut été « inimaginable » que la France ne s'associe pas à un tel texte.

C. P.

Le Pershing 2. Les Sept appuient son déploiement en Europe à la fin de l'année.



TIERS-MONDE

Des marchés et des dettes

LES « Rapports Nord-Sud », on l'oublie presque à la lecture des comptes rendus, étaient aussi à l'ordre du jour de Williamsburg... Mais la situation des pays et des peuples du tiers monde, premières victimes de la crise économique, n'était manifestement pas au centre des préoccupations des sept grands.

Ils ont seulement, selon le communiqué officiel, considéré « avec beaucoup d'inquiétude le poids de la dette de nombreux pays en voie de développement » et constaté qu'il était « crucial d'y restaurer une croissance économique saine en maintenant l'ouverture des marchés ».

Voilà qui a le mérite d'une certaine franchise venant des dirigeants des principales puissances impérialistes. Les envolées démagogiques sur le « futur de centaines de millions de déshérités » de la conférence de Cancun, par exemple, ne sont plus de mise.

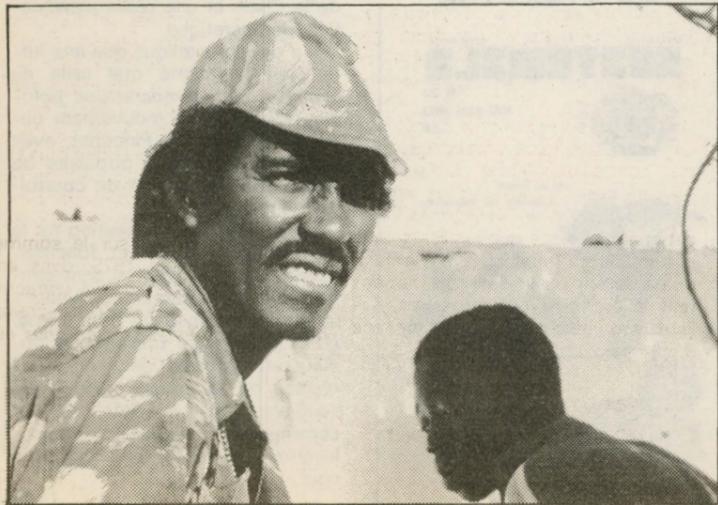
Le drame du tiers monde pour les participants de Williamsburg, c'est donc et avant tout, une dette extérieure colossale qui peut entraver qui menace toujours « leur » système monétaire et risque d'entraver la reprise de « leurs » économies riches et industrialisées. Le drame du tiers

monde, c'est aussi le dangereux rétrécissement de marchés fructueux pour « leurs » productions, « leur » commerce. Le drame du tiers monde, en un mot, c'est que la crise y a atteint une telle ampleur qu'elle risque d'entraver les mécanismes de l'« échange inégal », qui est l'une des sources de « leur » richesse.

De l'effondrement des cours des matières premières, de la réduction des productions agricoles traditionnelles organisées par « leurs » multinationales, pour ne prendre que ces deux exemples, il n'a pas un seul instant été question.

Malgré l'évidence des faits — c'est-à-dire l'évidence de sa politique quotidienne — François Mitterrand prétend toujours avoir des idées « originales » et « généreuses » concernant le tiers monde. A Williamsburg, pourtant, il a choisi, là aussi, de s'aligner plus que jamais sur ses partenaires impérialistes. « Par manque de temps », a-t-il précisé lors de sa conférence de presse finale. A Mexico, Cancun ou Alger, il avait su enrober l'hypocrisie d'une certaine « panache » humaniste et social. A Williamsburg, il ne s'est même pas donné cette peine. La réalité de sa politique n'en sera désormais que plus évidente.

J.-P. Beauvais



Pourquoi le Dollar monte ?

UNE réunion pour rien ou presque... Des conclusions qui resteront sans effets... La réaction unanime des milieux financiers internationaux ne s'est pas fait attendre : le jour même de la clôture du sommet de Williamsburg, le Dollar atteignait des cotes records sur tous les marchés des changes (7,54 francs à Paris, soit 10 centimes de plus qu'une semaine auparavant !)

L'engouement des détenteurs de capitaux — institutionnels ou privés — et autres spéculateurs pour le « billet vert » ne se dément donc pas. Une raison fondamentale à cela : la conviction que les taux d'intérêt américains ne sont pas près de baisser.

A cet égard, les déclarations faites par les responsables de la Banque fédérale US à la veille de la rencontre des sept chefs d'Etat et de gouvernement sur « le nouvel et rapide accroissement de la masse monétaire aux Etats-Unis » pèsent plus lourd que les quelques affirmations de « bonnes intentions » introduites dans le communiqué final de Williamsburg.

La source principale de cet accroissement de la masse monétaire est le déficit du budget fédéral américain, son fantastique accroissement depuis deux ans. En 1982, il devait être de 45 milliards de dollars ; il a été d'environ 100 milliards de dollars. En 1983, les milieux bancaires new-yorkais estiment qu'il dépassera les 175 milliards de dollars...

L'ampleur de ce déficit est indissociable des choix faits dès le début de l'administration Reagan (1981). Selon les « économistes de l'offre » bien introduits à la Maison-Blanche, pour relancer l'épargne, l'investissement, pour « redonner le goût du travail et l'esprit d'entreprise aux Américains », il était nécessaire, dans un premier temps, de limiter l'« emprise de l'Etat sur l'économie » en diminuant les impôts pesant sur les individus et les entreprises. Cela devant permettre de « libérer la croissance économique », source de rentrées fiscales accrues. Dans un deuxième temps donc, selon ce schéma, le déficit fédéral se résorberait.

Les impôts ont été effectivement diminués, surtout pour les entreprises. Et, pour compenser cette perte de revenus pour l'administration, les budgets sociaux ont été massivement réduits. Mais la reprise n'est pas venue mécaniquement comme le pensaient les conseillers de Reagan. Par conséquent les rentrées fiscales escomptées non plus. Or, dans le même temps, la politique de surarmement impliquait un accroissement vertigineux des dépenses militaires. Dès lors, un déficit budgétaire massif et prolongé était inévitable.

Les taux d'intérêt élevés découlent très largement de cette situation. Car ils sont un moyen essentiel de contrebalancer les « effets pervers » d'un tel déficit (sur la masse monétaire et le niveau d'inflation). D'où la politique suivie par la « Ré-

serve fédérale » (l'équivalent américain de la Banque de France). Son président, Paul Volker, n'a d'ailleurs jamais caché que les taux d'intérêt en vigueur lui étaient « imposés par la mauvaise gestion des fonds publics »...

La reprise constatée ces derniers mois outre-Atlantique est trop tardive et surtout trop limitée et fragile pour impliquer une réduction significative et à brève échéance du déficit budgétaire. Les taux d'intérêt resteront donc élevés, ce qui, en soi, constitue un obstacle considérable à une reprise réelle et durable... Les spéculateurs n'ont, par conséquent, aucune raison de se détourner du Dollar dont la cote va continuer à battre des « records historiques ».

Face à ces mécanismes grâce auxquels les Etats-Unis s'affirment, en cette période de concurrence exacerbée, comme la puissance impérialiste dominante, les « petites phrases » sur le système monétaire international qu'aurait réussi à glisser François Mitterrand dans les communiqués finaux de Williamsburg ne pèsent vraiment pas grand-chose. Maigre consolation pour l'amour-propre présidentiel, elles n'empêcheront pas que, d'ici la fin de l'année de nouvelles mesures d'austérité s'imposeront ». Au lendemain de Williamsburg, cette nouvelle rançon de la politique suivie depuis le 10 mai 1981 est désormais une certitude.

Jean-Pierre Beauvais

GUATEMALA

Les réfugiés oubliés

AUX exécutions massives, aux massacres des populations indigènes, il faut ajouter un nouveau type d'exactions des forces armées : le déplacement systématique des populations de certaines zones rurales, inspiré des méthodes employées par l'armée américaine au cours de la guerre du Vietnam», soulignait un rapport de la Commission guatémaltèque des droits de l'homme, publié à la fin de l'année dernière.

A partir d'informations rassemblées notamment par l'Eglise catholique, le WOLA (Washington Office on Latin America), un organisme connu pour le sérieux de ses informations, estime à un million le nombre de ces « personnes déplacées »... soit un septième de la population totale du pays !

Fuir la terreur, fuir cet univers concentrationnaire ; c'est pour cela que, par dizaines de milliers, ils franchissent clandestinement la frontière du Mexique proche où ils s'entassent dans des campements précaires. La passivité des autorités mexicaines face aux incursions ouvertes des tortionnaires de la dictature de Rios Montt sur leur territoire, la complicité honteuse dont elles ont fait preuve à diverses reprises face à des assassinats ou à des enlèvements de citoyens guatémaltèques à l'intérieur de leurs frontières montrent combien la situation de ces femmes et de ces hommes est précaire. Combien il est nécessaire de briser le mur du silence entretenu par beaucoup autour de leur cas pour, entre autres, sauvegarder l'image « progressiste » de la diplomatie mexicaine dans la région...

Cette interview d'un membre de la Coopération chrétienne de solidarité avec la lutte au Guatemala, active au sein de ce peuple de réfugiés, fait mieux comprendre ce qu'est la situation de ces « victimes cachées » de la guerre civile.

J.-P. B.

● Quand a débuté l'exode des paysans guatémaltèques vers le Mexique ?

En 1980 déjà, des groupes isolés, des familles, traversaient la frontière. A partir de 1981, alors que s'amplifie la répression contre les communautés indigènes et que l'insécurité se généralise dans les campagnes, les groupes de paysans — indiens dans leur grande majorité — qui passent au Mexique sont chaque fois plus nombreux. Au début de l'année 1982, le phénomène prend une proportion dramatique : dans la zone frontalière, en territoire mexicain, les camps de réfugiés se multiplient. Chacun regroupe plusieurs centaines de personnes ; plusieurs milliers même, dans certains cas. Ceux qui s'enfuient viennent généralement des départements du Quiché et de Huehuetenango.

● A combien peut-on estimer aujourd'hui le nombre de ces réfugiés dans la zone frontalière ?

Une évaluation précise est difficile à faire. Le flux des arrivants est permanent. Certains sont hébergés dans des familles déjà sur place et ne sont enregistrés nulle part. D'autres vivent de manière précaire dans les agglomérations de la région. Mais si on en juge à partir de la population regroupée dans les camps, il est certain qu'actuellement le nombre de ceux qui ont choisi de fuir leurs terres et de chercher refuge en territoire mexicain se compte par dizaines de milliers. Ils ne sont pas loin de 100 000, très probablement.



● Quels sont les principaux problèmes qui se posent dans les camps ?

Pour les familles qui arrivent, le problème immédiat le plus aigu est celui du logement : nombreux sont ceux qui vivent toujours sous de simples abris de toile ou de plastique. L'attention médicale est insuffisante et, souvent, inexistante. Les médicaments manquent dramatiquement. La sous-alimentation est généralisée et les épidémies de paludisme, de typhoïde, de dysenterie ou d'hépatite sont courantes. Inutile de préciser que les conditions minimum d'hygiène ne sont pas réunies...

Mais le plus grave, ce sont les incursions répétées de prétendues « patrouilles civiles » ou de détachements de l'armée régulière du Guatemala. Franchissant la frontière en toute impunité, ils n'hésitent pas à pénétrer dans les camps, à massacrer les enfants, les femmes et les hommes qui s'y trouvent, à exécuter des paysans des environs, qu'ils soient d'origine guatémaltèque ou citoyens mexicains.

● Quelle est la réaction des réfugiés face à la menace des autorités guatémaltèques de les rapatrier par la force si nécessaire ?

Cela contribue à créer un cli-

mat permanent de terreur. Mais tous sont déterminés à s'opposer par tous les moyens possibles à un « retour » de ce genre. Des démarches ont été entreprises auprès de l'ONU et de nombreux gouvernements du monde. La presse mexicaine et internationale a été informée largement et alertée en de nombreuses occasions.

Plus personne en tout cas ne croit aux « offres » des hommes de Rios Montt selon lesquelles aucune représaille ne serait exercée contre « ceux qui reviennent ». En février dernier, par exemple, des membres d'une bande réactionnaire de la municipalité de Santa Ana Huista sont arrivés dans la commune mexicaine de Llano Grande. Ils ont réussi à convaincre une famille de réfugiés de retourner au Guatemala, leur assurant que désormais la « paix et la tranquillité » régnaient dans leur région. Trois jours après le « retour » le père disparaissait et, le lendemain, la mère et ses quatre enfants étaient retrouvés « noyés » dans le rio Selegua.

Les prétendues « offres » de Rios Montt ne sont rien d'autres que des paroles démagogiques destinées à l'opinion publique internationale. En pratique, le retour c'est la mort presque toujours assurée...

Vient de paraître

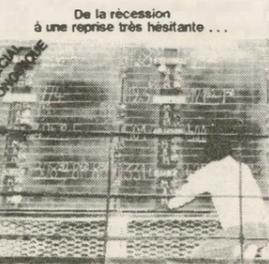
Spécial économique

n° 151. 30 mai 1983. 10 F.

Au sommaire de ce numéro :

- *Conjoncture* : de la récession 1980-1982 à une reprise faible et désynchronisée en 1983.
- *Banque et pétrole* : la menace du krach bancaire et la dislocation de l'OPEP.
- *Europe* : le système monétaire européen et le marché commun.
- *Politiques impérialistes* : qu'est-ce qui va succéder aux politiques économiques de Reagan et Thatcher ?
- *Dossier social-démocratie*, avec des articles sur la politique économique des gouvernements suédois, espagnol et français.

Plus qu'utile, un numéro d'In-precator nécessaire pour connaître, comprendre et agir.



Les pôles d'actualité des gouvernements sociaux-démocrates • Etat espagnol • France • Suède

EL SALVADOR

Un cinéma combattant :
Lettre
du Morazan

C'est le 10 janvier 1980, lors de l'offensive générale du Front Farabundo Martí de libération nationale, Radio venceremos, voix officielle du FDR-FMLN, existe. L'armée sait où elle se situe mais ne peut la faire taire. Elle est connue et souvent citée par la presse internationale. Radio venceremos, c'est aussi une infrastructure qui fonctionne sur tous les fronts de guerre, dans la capitale, avec des bases de soutien à l'étranger. Cette année, elle produit son premier film.

A partir de 1980, le groupe *Cero a la izquierda* (« Zéro à la gauche ») réussit à informer sur le pouvoir populaire dans les zones contrôlées, avec ses documentaires *Morazan* et *La Décision de vaincre*.

Parallèlement se développe le Commando international d'informations de la révolution salvadorienne (COMIN), qui est l'une des structures créées par le mouvement révolutionnaire pour informer à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Des informations télévisées sont fournies à de nombreux pays ; le film *Le peuple vaincra* et le documentaire nord-américain *El Salvador, un nouveau Vietnam* constituent une partie de ses travaux. Après 1981, le cinéma fait plus que jamais partie de la guerre révolutionnaire, l'organisation le prend en charge, des équipes sont détachées sur le front de guerre. Dans la *Lettre du Morazan*, les premiers résultats de ce cinéma combattant sont présentés.

Sonilda

● Première publique de *Carta de Morazan*, à l'invitation de l'Association des amis de Radio venceremos et avec le concours de l'Association culturelle d'Amérique latine et du Comité de solidarité avec le peuple salvadorien.

Jeudi 2 juin, à 20 h 15, au cinéma Saint-Séverin, Paris V^e, métro Saint-Michel.

NICARAGUA Reagan décide le boycott du sucre

Reagan a décidé de boycotter le sucre nicaraguayen. La mesure prendra effet dès le mois d'août prochain. Pour 1982-1983, les commandes passeront de 58 000 tonnes à 6 000, soit une chute de 88 %. Les Etats-Unis n'achèteront rien de la prochaine récolte, ils préfèrent s'approvisionner auprès du Honduras, du Salvador, du Costa Rica.

Après l'annulation du prêt alimentaire de 31 millions de dollars en mars 1981, c'est la deuxième mesure de pression économique



VIENT DE PARAITRE

COLLECTIF GUATEMALA

N 20

MAI-JUIN 1983

6 F

UN AN APRES L'ARRIVEE DU PROPHETE

DOSSIER



entreprise par l'administration Reagan. Cette fois-ci, il ne s'agit que d'un manque à gagner de 15,6 millions de dollars, soit 3 % des exportations ; mais la situation est grave au Nicaragua.

Nous avons parlé (voir *Rouge* du 6 mai 1983) des répercussions de la guerre sur les prochaines récoltes. Cette mesure de rétorsion s'inscrit dans la même logique : perturber l'économie du pays. En effet, si la situation alimentaire se dégrade et que, de plus, le Nicaragua ne peut plus se procurer de devises en exportant, comment pourra-t-il payer les importations de riz et de haricots ? D'autant que le service de la dette de 1984 devrait déjà atteindre 400 millions de dollars, soit 80 % des exportations !

On ne peut pas ne pas remarquer que cette mesure a été annoncée quelques jours seulement après la plainte déposée au Conseil de sécurité de l'ONU par le Nicaragua contre les agressions dont il est victime.

On apprenait aussi presque en même temps qu'un service ultra secret de la CIA (l'Intelligence Support Activity) se livrait à des activités — clandestines vis-à-vis du Congrès américain — de soutien aux somozistes.

Ceci doit nous inciter plus que jamais à renforcer notre action de solidarité envers la révolution nicaraguayenne et à exiger du gouvernement français qu'il planifie immédiatement une aide au gouvernement sandiniste.

Isabelle Quetzal

CHINE Les oppositionnels du « Printemps de Chine » à Paris.

Le vendredi 20 mai, devant cent cinquante Chinois et une cinquantaine de Français, s'est tenu à Paris le premier meeting du Printemps de Chine. Créé à l'automne dernier, ce groupe d'oppositionnels au régime chinois se réclame du Mouvement démocratique chinois et des luttes antibureaucratiques de 1978-1980 (voir *Rouge* du 17 décembre 1982).

L'orateur, Zhang Wei, a retracé la filiation du Printemps de Chine avec le mouvement démocratique, ses perspectives de développement en Chine même, son fonctionnement et sa volonté de préserver un large cadre idéologique allant du libéralisme au marxisme.

Lui-même a déclaré conserver le marxisme comme méthode d'analyse tout en dénonçant sa déformation doctrinaire et répressive par la « nouvelle Eglise » qu'est devenu à ses yeux le Parti communiste chinois. Dans ce cadre, il se prononce pour le respect des droits de l'homme, la réunification de la Chine et une réelle planification démocratique.

Il a ensuite expliqué que leur lutte était la même que celle du « mouvement démocratique polonais » et celle du mouvement ouvrier chilien contre Pinochet, avec lequel la République populaire de Chine (RPC) entretient de courtoises relations.

La surprise de ce meeting fut la présence d'étudiants et fonctionnaires de la RPC qui se sont contentés d'une argumentation nationaliste de défense du patriotisme. C'est la première fois que les bureaucrates chinois viennent à une réunion de ce groupe. Cela révèle l'audience qu'il acquiert dans les communautés chinoises et particulièrement chez les boursiers chinois.

I. Q.



« La ballade de Narayama », de Shohei Imamura, Palme d'or au Festival de Cannes.

CANNES 83

Le cinéma résiste

LE nouveau Palais des festivals, où se concentraient cette année la compétition, les sections parallèles et le marché, en aura vu de toutes les couleurs, marqué au front par les bombes de peinture rouge des étudiants en médecine, phagocyté dans tous les angles par les écrans vidéo qui crachent leur chewing-gum des yeux : conférences de presse prédigérées et informations publicitaires. Ce grand truc de ciment est peu fait pour le cinéma. A l'issue de la projection du très décevant film de Chéreau, j'ai découvert sur une sangle barrant les pieds de mon fauteuil, l'inscription suivante : « Siège congrès non conforme cinéma ».

Impropre au cinéma, le film marchandise cette année, comme les autres. La compétition officielle donne un coup de projecteur, avant une sortie commerciale déjà prévue, pour les médiocres *CrossCreek* et autre *Eté meurtrier*. En prime, les films, les vrais de créateurs confirmés : Bresson, Oshima, Tarkovski, Mrinal Sen, Guerra. Le plus vieux a 75 ans, les plus jeunes, 40 ans.

« L'Argent » et le star system

Comme dans une tragédie classique où d'une erreur fatale découle une série de catastrophes, le personnage central de *L'Argent* de Robert Bresson de victime devient meurtrier. Comme chez Dostoïevsky Raskolnikov, il s'acharne dans le mal absolu. Le réalisateur aura mis six ans pour trouver les finances de son film, qui tord le cou au réalisme, au cinéma illustration, théâtre, démonstration, en cadrant au plus près un visage, un fragment de rue, une porte. Les poujadistes de tout poil lui ont bien sûr reproché d'avoir utilisé les deniers de l'Etat (le ministère de la Culture a coproduit) et la fille du ministre. Bresson a expliqué son choix : il voulait un visage. Il serait temps de découvrir un maître de 75 ans !

Pleins d'espoir, les yeux scrutaient l'arrivée du deuxième film du jeune homme, J.-J. Beineix. Et *la Lune dans le caniveau* a déçu : les lecteurs de Goodis, les spectateurs de *Diva* ; des éclats parfois, des images qui vous clouent sur place, puis plus rien, plus de souffle et le film repart et retombe. Le système est ainsi fait que Beineix risque un long purgatoire avant son troisième film...

L'empire du soleil levant et du cinéma

Le Japon à la compétition officielle était représenté par deux marginaux, à l'œuvre déjà solide : Nagisa Oshima et Imamura. 1942, les An-

glais et les Japonais sont face à face dans *Furyo* de Oshima. Deux systèmes, deux armées avec leurs chefs obtus et leur refus complet de l'ennemi. Deux officiers pourtant rapprochés par leurs cultures et leur passion homosexuelle. Un interprète anglais humaniste pris entre deux feux déplore la bêtise de la guerre. « Le cinéma est un instrument internationaliste », a affirmé Oshima qui a tiré le meilleur parti d'une coproduction où David Bowie tient la vedette anglaise. Il dénonce un affrontement où seuls « triomphent les ennemis de la vérité » comme le déclare Lawrence (excellente interprétation de Tom Conti).

Shohei Imamura, dont *la Femme insecte* et *La vengeance est à moi* ont été distribués chez nous, a bien une bonne douzaine de films derrière lui. Dédaignant les honneurs du marché et les tracas des compétitions, il est resté au Japon, même le soir des remises des prix : *la Ballade de Narayama* a remporté la Palme d'or. A la confluence de deux courants, l'un poétique, l'autre réaliste, le film célèbre les rites naturels de la vie, de la mort, la joie panique du sexe, des pulsions de renaissance, tout en regardant de près la vie d'une société primitive, pour en dénoncer l'absence de règles, la soumission aux caprices des dieux et à la lutte pour la survie, au meurtre.

La caméra peint les mouvements naturels, les drames intimes, avec humour ou lyrisme, sans afféteries ni leçons données. Le livre dont est tiré ce film est sorti chez Folio ; double découverte donc à l'horizon.

Mrinal Sen est né au Bengale, il y a soixante ans. Il a fait une vingtaine de films. Cette année, il était pour la deuxième fois dans la compétition avec *Kharij*, affaire classée. Film urbain comme le précédent (voir *Rouge* sur Cannes 1981), *Affaire classée* part d'un fait tristement banal : la mort d'un jeune domestique venu de la campagne, un enfant de dix ans. Point de départ pour Sen d'un constat, d'une « autopsie » comme il le dit lui-même, de la classe moyenne. Celle qui vit dans les villes, consomme, assise sur ses espoirs passés de réformes, et sur ceux dont elle utilise la misère, les besoins de survie : une classe charnière. Les murs du crématore réclament toujours la vengeance pour les martyrs de 1971. Devant celles-ci, le spectateur s'interroge sur le sens de l'histoire, le réalisateur fait son autocritique, nous a expliqué M. Sen. Il nous a présenté le producteur du film, un jeune homme, ancien PCI-ML, qui a passé sept ans en prison, certains de ses camarades sont devenus fous après d'être enfermés ainsi. Ils faisaient partie du mouvement Naxalite.

Pour Mrinal Sen, les contradictions de ses personnages sont aussi les siennes. Il ne veut pas tirer des lar-

mes faciles sur la mort d'un enfant mais montre par des détails l'ambiguïté des rôles sociaux, des discours. Le père du jeune garçon, arrivé à l'avance pour retirer le salaire de son fils, refuse la pitié des patrons. Le mari reproche à l'épouse de ne rien avoir offert à leur « hôte » (comme son devoir de maîtresse de maison le demande), la femme répond que c'est chose faite, par le jeune domestique des voisins (c'est tout naturel, puisqu'il est domestique). Un échange de paroles, un plan du père du garçon accroupi dans la cuisine suffisent à Mrinal Sen pour donner le contexte social, politique. Cette rigueur, cette économie, dérangent les spectateurs, prêts à consommer le spectacle de la misère et à refuser comme « indigentes », des images lourdes de violence de classe. Les Parisiens « chanceux » peuvent voir à Beaubourg une rétrospective des films de Sen. *Affaire classée* doit y passer bientôt. *Affaire classée* a obtenu le Prix spécial du jury.

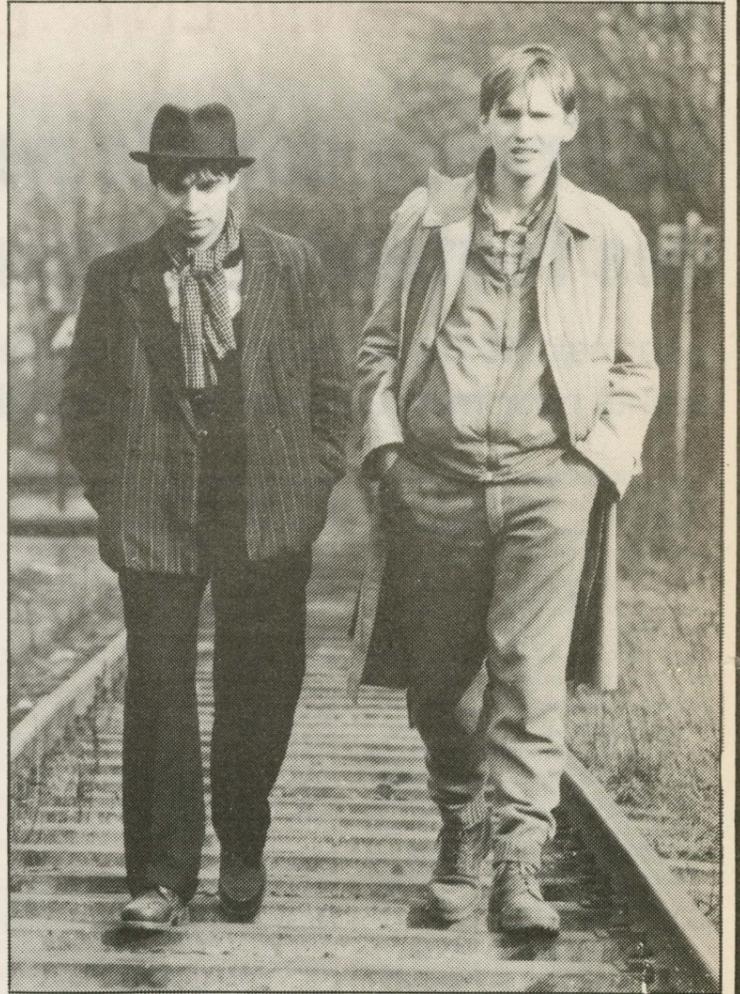
Yilmaz Güney, lui, a reconstitué une prison turque en France. L'exil ne l'a pas délivré de son urgence de filmer. Il faut aller voir *le Mur* !

Tous les ans, la Hongrie est à Cannes. Puis on attend, en vain, dans les salles. Dans quelle chambre froide attendent *Angi Vera*, *le Témoin*, *la Quarantaine* d'Istvan Gaal ? En compétition, Kezdi Kovacs revient avec *les Récidivistes* et Lili Monori. Juli rencontre György : elle apprend bientôt que c'est son demi-frère. La loi, les gens du village, sont contre eux, qui s'obstinent. Du courage pour chaque jour. Dans ce film, à nouveau, les femmes douloureusement traversées par les événements paient le prix le plus élevé. La mère de Juli meurt dans la folie. Juli voit sa peine doublée pour inceste et récidive (ils ont deux enfants). C'est elle aussi qui a le courage pour deux de vivre le sursis de bonheur qui leur est accordé : un an.

L'histoire et la jeunesse volée

A la Quinzaine des réalisateurs, c'est Pal Sandor qui raconte comment *Daniel prend le train*, un beau jour de 1956. Avec ses vieux complices Zsuzsa Toth et l'acteur Andras Kern, il réussit à nouveau un film sur un tournant de l'histoire hongroise où l'amour et les nécessités du moment font vieillir brutalement les jeunes gens.

« La révolution culturelle nous a fait vieillir prématurément », disent aussi les personnages de *la Rue étroite*, film chinois de Yang Yanjin qui avait vingt ans au moment des faits. Les héros de vingt ans font parfois, si l'histoire le permet, *Des terroristes à la retraite*. Ces hom-



En haut, « Daniel prend le train », en bas, « Récidivistes », deux films hongrois.



mes de soixante, soixante-dix ans, que nous montre le film de Mosco, sont juifs. Ils ont quitté la Pologne dans les années 30. Leur histoire, peu de temps après, se confond avec la France en guerre, la résistance, les réseaux du MOI, le terrorisme. Ils racontent, 40 ans plus tard, la peur au moment du premier coup, les bombes qu'on fabrique, ils refont les gestes en 1983 dans leur cuisine, dans la rue. Puis il y a place pour la colère, les larmes. Melinee Manouchian accuse, le frère de Rajman aussi. On aurait pu éviter l'arrestation du réseau. On met en questions le PCF à la Libération. Les larmes

d'un terroriste non repent mais qui pense qu'il n'en aura jamais fait assez pour tous ceux qui sont partis, arrêtent les images de Mosco. Ce très beau film qui retrouve parfois l'humour d'un précédent court métrage de Mosco, *Je veux mourir dans la patrie* de Jean-Paul Sartre, faisait partie de « Perspectives du cinéma français ». Avec les films de la quinzaine et ceux de la Semaine de la critique, ils seront dans les deux cinémathèques parisiennes du 25 mai au 7 juin.

Soyez au rendez-vous.

Noémie Mas

Annecy aussi

Du 7 au 11 juin auront lieu les 14^e Journées internationales du cinéma d'animation à Annecy. Tous les deux ans, depuis 1960, cette manifestation permet aux amateurs et professionnels du cinéma d'animation de se retrouver autour de projections, rétrospectives et expositions diverses. Cette année, la classique compétition internationale, pour la première fois, attribuera des prix en espèces aux films primés. En outre, un salon spécifique réunissant tout le matériel nécessaire à la réalisation d'un film d'animation et un colloque par jour, sur quatre thèmes concernant les rapports du cinéma d'animation avec l'école, la publicité, le film d'entreprise et les techniques nouvelles, un « marché du film » où les acheteurs pourront visionner les

films proposés sont annoncés. Pour finir, un Forum de films d'animation en format super 8, dont les meilleurs seront projetés au public du festival, permettra aux réalisateurs aux moyens financiers modestes de s'exprimer. Alors que les petits festivals de courts métrages se multiplient en France depuis quelques années, le Festival d'Annecy se donne cette année une envergure similaire à celle du Festival de Cannes, souhaitant peut-être permettre au cinéma d'animation d'être enfin reconnu comme un mode d'expression majeur. En attendant le compte rendu dans le journal, voici l'adresse : Annecy 83, 14^e JICA, BP. 399, 74013 Annecy Cedex. Tél : (50) 51 78 14.

Jérôme Duchemin

3 SURARMEMENT : DANGER IMMEDIAT

La France dans le peloton de tête des fauteurs de guerre

● La majorité du printemps 1981 dispose pourtant de nombreux atouts pour mettre un terme à une logique meurtrière.

COMME vient une nouvelle fois de le prouver le sommet de Williamsburg, les puissances occidentales ne sont aujourd'hui unies que sur un point : la nécessité d'accroître leur effort de guerre. Dans nos deux précédents articles (*Rouge* des 20 et 27 mai), nous avons montré comment le surarmement répond à un besoin profond du système capitaliste en crise et comment, pour justifier une logique terrifiante et désastreuse, les gouvernants arguent d'un déséquilibre entre l'Est et l'Ouest, déséquilibre qui ne résiste pourtant pas à l'étude des faits.

Dans ce cadre, la France a toujours occupé une place prépondérante. Sous la V^e République, les différents gouvernements ont permis un très fort accroissement des profits des firmes liées à la production d'équipements militaires, notamment dans les domaines de pointe : électronique, aérospatiale, nucléaire. Le budget de la défense n'a cessé d'augmenter : + 13,9 % en 1979, + 14,9 % en 1980, + 16,8 % en 1981.

Notre pays est devenu le troisième exportateur d'engins de destruction avec environ 10 % du marché mondial. Depuis 1970, nos transactions ont presque doublé. En 1979, nous comptons quatre sociétés parmi les dix premières firmes des pays occidentaux vendeurs de matériel militaire sophistiqué et trois parmi les six premières. Le tiers monde est notre principal marché. En 1980, 79 % des ventes d'armes françaises se faisaient en direction des pays du Moyen-Orient et du Maghreb.

La même logique

Deux ans après le 10 mai 1981, force est de constater que rien n'a fondamentalement changé. Le chef de l'Etat a manifesté avec éclat son soutien aux objectifs guerriers de Ronald Reagan. Pire, le gouvernement s'est engagé dans un formidable effort de surarmement dont la loi de programmation militaire récemment adoptée par le Parlement est le symbole, avec une augmentation de 6 % du budget annuel de la défense sur les cinq prochaines années.

Parallèlement, on assiste au développement intensif du commerce des armes. Selon les chiffres officiels, ce dernier a progressé de 23 % l'an passé. On a vu nos ministres se transformer en véritables représentants multinationaux. Le tristement célèbre missile Exocet AM 39 a été vendu à 26 pays. Des engins extrêmement sophistiqués — donc très coûteux — ont été cédés à des pays au sous-développement endémique. Ainsi, le Zaïre, le Gabon ou le Soudan se sont dotés de Mirage V ou F, d'Alpha Jet, d'hélicoptères Puma, Alouette ou Gazelle. Le Sénégal



L'hélicoptère « Puma » est un des succès commerciaux de la SNIAS. Il est devenu une des meilleures armes antiguerrilla.

s'équipe de patrouilleurs de haute mer et le Pakistan du sous-marin Agosta.

Ne le dissimulons pas, l'évolution de la politique extérieure de la France est inquiétante et dangereuse. Elle encourage un climat digne de la guerre froide. Elle coupe la gauche française d'un mouvement antiguerre qui catalyse à l'Ouest les aspirations à la paix et au socialisme de millions d'hommes et de femmes. Elle heurte tous ceux qui, après avoir chassé la droite, voient à présent les dépenses d'armement s'accroître massivement alors qu'on leur demande de se serrer la ceinture. Enfin, elle contribue — comme par le passé — au pillage et à l'exploitation du tiers monde.

Changer de politique

Une autre politique est donc indispensable. Elle doit avoir pour objectif fondamental de porter un coup d'arrêt au réarmement occidental en répondant aux besoins les plus élémentaires des opprimés et en donnant toute satisfaction aux exigences profondes de la jeunesse et du monde du travail.

En premier lieu, les socialistes et les communistes au gouvernement devraient manifester spectaculairement leur refus de

participer à la logique des fauteurs de guerre impérialistes par une série de mesures simples : rupture avec l'Alliance atlantique, réorientation de notre commerce extérieur et renégociation des accords existant avec les pays semi-coloniaux ; arrêt de toute vente d'armes aux régimes autoritaires qui utilisent ces livraisons pour mater les luttes populaires, etc.

Dans le même temps, notre pays devrait prendre des mesures de désarmement unilatéral répondant aux vœux exprimés par une majorité d'Européens à travers les sondages ou dans d'innombrables démonstrations de rue. Loin d'isoler la France, de telles mesures seraient accueillies avec enthousiasme par tous ceux qui combattent l'exploitation et l'oppression. Qu'on imagine, par exemple, l'écho qu'aurait sur le vieux continent une initiative de désarmement venant de Paris. Toute la stratégie de l'état-major atlantique s'en trouverait ébranlée et l'action des peuples stimulée.

On objectera qu'une telle orientation risque d'avoir de funestes conséquences sur l'emploi dans la branche de l'armement qui regroupe 298 000 personnes, soit environ 5,5 % des effectifs de l'industrie. Sans compter les quelque 140 000 sa-

lariés des entreprises sous-traitantes.

Reconvertir l'industrie d'armement

Il faudrait donc engager simultanément un processus de reconversion de ce secteur. Certes, cette démarche se heurterait à bien des blocages de la part du complexe militaro-industriel français. Les grandes firmes travaillant pour l'armée bénéficient, en effet, de contrats à des prix élevés compte-tenu de la faiblesse de la concurrence dans ce domaine et du haut niveau de technicité requis. De leur côté, les industries « civiles » ne verraient pas d'un bon œil la création d'entreprises concurrentes.

Pour triompher de ces obstacles, le gouvernement dispose néanmoins d'un atout essentiel. Depuis 1982, des mesures de nationalisation ont été prises concernant en particulier le département de l'armement de Thomson-Brandt et la CGE. Les pouvoirs publics disposent d'une participation majoritaire dans ces deux mastodontes que sont Matra et Dassault. Globalement, la part du secteur public représente désormais 80 % du chiffre d'affaires total de ce secteur.



L'utilisation des hommes et des équipements à d'autres fins que les armements ne pose pas de problèmes majeurs, en raison notamment d'un niveau technologique permettant l'adaptation à des productions non militaires. Comme l'indiquait récemment un document du centre d'études économiques de la CGT, « un camion de transport n'est pas particulièrement équipé pour du transport d'armes, une grue ou un pont roulant non plus, la plupart des ateliers pas plus que les machines-outils... les bassins de carénages ou de constructions neuves peuvent très bien aussi recevoir n'importe quel bateau de commerce ou de voyageur, etc. » (*Aspects économiques de la course aux armements*, 1982).

De surcroît, un processus de reconversion aurait les répercussions les plus positives sur les conditions de vie de la population. Les ressources libérées pourraient être affectées au développement de la consommation populaire, à la construction d'équipements sociaux, à la réalisation de nouvelles conquêtes pour les travailleurs. Il améliorerait notablement le niveau de l'emploi. Les travaux du groupe pour le désarmement des Nations-Unies font ressortir que la suppression d'un emploi dans le secteur militaire permet en moyenne la création de deux emplois dans le secteur civil.

Le professeur Fontanel s'est même livré à des simulations économétriques sur les incidences d'une entreprise de désarmement dans différents pays. Sa conclusion est claire : « Pour l'économie française (...) la procédure de désarmement semble très positive, puisque le produit national brut augmente, l'inflation et le chômage diminuent, dans l'hypothèse où une politique identique de dépenses publiques est menée par rapport à la situation d'augmentation régulière des dépenses militaires. » (*Le désarmement pour le développement*, Cahiers de la fondation pour les études de défense nationale, 1981).

Comme on le voit, il n'est qu'une condition nécessaire à la mise en œuvre d'un tel processus : la volonté politique. S'engager dans une action de désarmement unilatéral signifierait accepter de ne pas jouer le même jeu que le bloc impérialiste. Reconvertir l'industrie d'armement impliquerait une rupture avec la loi du profit capitaliste. Une certaine réorientation des dépenses publiques serait nécessaire pour assurer cette mesure dans de bonnes conditions pour l'emploi. N'est-ce pas là, au bout du compte, une démarche réellement conforme aux espoirs soulevés par la victoire électorale du printemps 1981 ?

Christian Picquet

● Prochain article : « Construire un puissant mouvement antiguerre ».